

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/2590  
10 mai 1954  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/  
FRANCAIS/ESPAGNOL

Dix-huitième session  
Point 20 de l'ordre du jour

RAPPORTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE<sup>1/</sup>

Conformément à l'article VI de l'Accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Secrétaire général a reçu, en vue de le soumettre au Conseil économique et social, à sa dix-huitième session, le rapport annuel ci-joint de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Le rapport de l'UNESCO pour 1952-1953 a été distribué comme document E/2589.

---

<sup>1/</sup> En raison du nombre limité d'exemplaires dont le Secrétariat dispose, les membres des délégations sont priés de bien vouloir se munir, aux séances du Conseil, de l'exemplaire qui leur a été personnellement distribué.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,  
LA SCIENCE ET LA CULTURE

RAPPORT AUX NATIONS UNIES 1953-1954

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 15
Education	16 - 54
Sciences exactes et naturelles	55 - 88
Sciences sociales	89 - 122
Activités culturelles	123 - 150
Information	151 - 163
Entraide internationale	164 - 167
Echanges de personnes	168 - 182
Statistiques	183 - 187
<hr/>	
Conférences, Comités d'experts et stages d'études convoqués par l'UNESCO en 1953	Annexe I
Calendrier provisoire des conférences, comités d'experts et stages d'études convoqués par l'UNESCO pour le premier semestre 1954	Annexe II

## RAPPORT AUX NATIONS UNIES 1953-1954

### Introduction

1. En présentant ce sixième rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture au Conseil économique et social, le Directeur général s'est efforcé de se conformer aux directives nouvelles et simplifiées tracées par le Conseil dans sa résolution 497 D (XVI). Il ne lui a pas été possible de subdiviser le rapport en suivant strictement l'ordre des paragraphes a) à e) de l'alinéa 1 de cette résolution, mais il a tenu compte en traitant de chaque question de chacun de ces cinq aspects de la coopération de l'UNESCO avec les Nations Unies. Il a également accordé une attention particulière aux termes de la résolution 451 (XIV) du Conseil sur les priorités, qui constituent maintenant le cadre des plans de l'UNESCO pour l'avenir.
2. Etant donné la portée plus restreinte des demandes formulées par le Conseil dans sa résolution 497 D (XVI) par rapport à celles qui figuraient dans la résolution 128 (VI), l'on n'a pas tenté dans les pages qui suivent de fournir un exposé détaillé des activités de l'UNESCO au cours de l'année passée. Un tel exposé se trouve dans le rapport du Directeur général aux Etats membres pour l'année 1953, dont des exemplaires sont à la disposition des membres du Conseil.
3. Le présent rapport consiste donc en une brève analyse des principaux événements dans la mise en oeuvre du programme de l'UNESCO, conçue de manière à mettre particulièrement en lumière comment et dans quelle mesure ces activités sont reliées à l'action d'ensemble des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine économique et social. Ce rapport montre qu'un degré élevé d'intégration a été atteint et que, tant au stade des plans qu'à celui de l'exécution, la plupart des activités de l'UNESCO sont maintenant élaborées et mises en oeuvre en collaboration avec les autres organisations de la famille des Nations Unies, cependant que plusieurs d'entre elles découlent de recommandations ou de suggestions du Conseil économique et social. La Conférence générale et le Conseil exécutif attachent beaucoup de prix à la poursuite de ce processus d'intégration, même si certaines activités, en particulier dans le domaine culturel, doivent continuer à être menées indépendamment.

4. Un autre problème qui préoccupe aussi bien le Conseil économique et social que les organes directeurs de l'UNESCO est celui de la concentration maximum des activités de l'Organisation. Cet objectif est particulièrement difficile à atteindre dans le cas d'une organisation à laquelle une tâche très vaste a été assignée par son Acte constitutif, et ceci dans des domaines qui reflètent l'infinie diversité de l'évolution intellectuelle et créatrice de l'homme, ainsi que l'étendue de son patrimoine culturel. Mais un progrès appréciable dans la voie de la concentration apparaîtra dans le projet de programme et de budget pour les années 1955 et 1956 qui sera présenté à la Conférence générale en novembre prochain.

5. Au cours de sa septième session (Paris, novembre-décembre 1952), la Conférence générale a constitué, après un examen attentif de la résolution 451(XIV) du Conseil économique et social et de ses annexes, un groupe de travail sur le programme et le développement futurs de l'UNESCO dont la mission était d'étudier l'établissement de priorités dans le programme de cette institution et, plus exactement, d'élaborer "une résolution ou déclaration générale indiquant quelles sont, parmi les activités de l'UNESCO, celles qui, en fonction des nécessités présentes et futures, et par opposition à d'autres activités, méritent une attention particulière et un redoublement d'efforts".

6. Le Groupe de travail a tenu un certain nombre de réunions au cours de la session et formulé des recommandations d'ordre général destinées à servir de guide au Conseil exécutif et au Directeur général dans la préparation du programme pour 1955/1956. Il estime, d'autre part, que l'établissement de priorités dans le cadre du programme et le choix des parties de ce programme sur lesquelles l'accent devrait être mis dans l'avenir doivent faire l'objet d'un réexamen constant, et qu'une certaine souplesse devrait être maintenue afin de permettre au Conseil exécutif d'adapter les programmes successifs à l'évolution des besoins mondiaux.

7. Le Groupe de travail s'est ensuite attaché à énumérer ce qu'il a appelé les "services permanents", c'est-à-dire ceux qui ont mission d'appliquer les techniques et les méthodes permettant d'atteindre les objectifs permanents de chacune des parties du programme de l'UNESCO. Il ne jugea pas nécessaire d'établir des priorités entre ces services permanents, étant donné qu'ils ont simplement

pour tâche de fournir les outils et les matières premières - sous forme de recherches, documentation, échange d'informations, coopération avec d'autres organisations, etc. sans lesquels l'Organisation ne pourrait pas fonctionner, et qui peuvent facilement être adaptés aux besoins du programme au fur et à mesure qu'ils se font sentir.

8. En ce qui concerne les activités du programme proprement dites, le Groupe de travail formula tout d'abord certains critères - reposant sur les stipulations de l'Acte constitutif de l'UNESCO, les articles appropriés de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres textes fondamentaux - et ensuite une série de priorités fondées sur l'hypothèse :

- a) du maintien du niveau budgétaire actuel (c'est-à-dire de 1953/54); ou
- b) d'un niveau budgétaire futur plus élevé.

9. Les recommandations de ce Groupe de travail, approuvées à l'unanimité par la Conférence générale en séance plénière, furent, selon son désir, transmises aux Etats membres et aux Commissions nationales pour examen et commentaires. Les réponses furent soumises au Conseil exécutif lors de ses trente-sixième (novembre-décembre 1953) et trente-septième (mars-avril 1954) sessions. Elles furent utilisées par le Conseil au cours de son examen du projet de programme et de budget pour 1955/56 et dans la préparation de ses recommandations au Directeur général pour la révision de ce document.

10. Lors de sa trente-septième session, le Conseil exécutif bénéficia également de commentaires préliminaires sur le projet de programme reçus du Secrétaire général des Nations Unies et de plusieurs Directeurs généraux d'institutions spécialisées, à l'ensemble desquelles ce document avait été envoyé à cet effet quelques semaines auparavant.

11. A l'issue de l'examen de la situation, le Conseil exécutif est arrivé à la conclusion unanime que, bien qu'une certaine réadaptation du programme de l'UNESCO fût maintenant devenue souhaitable, il n'existait pas de motifs valables pour s'écarter du programme de base adopté par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa session de 1950 (Rapport aux Nations Unies 1950-51, Annexe IV) et qui constitue une définition à long terme des buts et des méthodes de l'Organisation.

Ce qui s'imposait était en substance un changement d'accent et de présentation permettant - pour les mêmes types d'activités - de subvenir plus efficacement et plus rapidement aux besoins des Etats membres et particulièrement à ceux des régions insuffisamment développées. Il en découle que, tout en maintenant l'ensemble des services permanents décrits précédemment, l'Organisation devrait être graduellement mise en mesure d'exécuter des "programmes d'action" plus directement axés sur les demandes qui lui sont adressées qu'il n'est possible de le faire sur la base d'un système qui exige l'attribution détaillée de ressources à des projets particuliers de nombreux mois à l'avance. L'analogie de cette nouvelle technique avec les méthodes adoptées pour le Programme élargi d'assistance technique a frappé le Conseil exécutif, qui était toutefois conscient des différences fondamentales existant entre les deux systèmes. Selon la procédure normale d'établissement du programme et du budget, surtout maintenant que la Conférence générale de l'UNESCO ne se réunit que tous les deux ans, il ne fait pas de doute que les Etats membres voudront savoir clairement et à l'avance ce que fera l'Organisation. Cependant, le Conseil exécutif a estimé possible d'élaborer des méthodes qui lui permettraient, ainsi qu'au Secrétariat, de jouir d'une plus grande liberté de mouvement. Les programmes en cours permettent déjà à l'Organisation de fournir sur demande des avis aux Etats membres dans des domaines divers, et les nombreuses missions éducatives envoyées dans différents pays au cours de ces dernières années démontrent que cette forme d'activité répond à un besoin réel. Elle peut être développée en réservant une fraction plus importante de l'ensemble des ressources disponibles à la satisfaction de demandes d'aide technique dans des domaines préalablement spécifiés par le programme.

12. D'autre part, certains problèmes majeurs intéressant particulièrement tel ou tel groupe de pays - qui ne seraient pas nécessairement limitrophes - pourraient être abordés de façon plus efficace qu'auparavant si un nombre restreint de ces problèmes étaient sélectionnés pour être spécialement traités en vue d'atteindre des objectifs définis dans une période de temps fixée à l'avance. Il s'agirait d'élaborer un ensemble de mesures qui embrassent tous les aspects du problème choisi, en définissant exactement les rôles respectifs dévolus à l'UNESCO, aux autres organisations internationales compétentes, et aux Etats sur le territoire et dans l'intérêt desquels une telle entreprise devrait être menée.

13. En relation avec cette nouvelle façon d'aborder le problème et en tenant compte encore une fois de l'expérience acquise grâce au Programme élargi d'assistance technique, le Conseil exécutif a étudié avec soin la question de la continuité de l'action à entreprendre. Etant donné qu'il est impossible pour une organisation dont les fonds sont limités d'entreprendre chaque année de nouveaux projets spéciaux en continuant à exécuter les projets en cours, il apparut au Conseil qu'aucun projet nouveau important ne devrait être entrepris à l'avenir que si les Etats membres intéressés prennent, sous une forme quelconque, l'engagement de poursuivre eux-mêmes, selon des programmes individuels ou collectifs conçus par eux, les activités entreprises en premier lieu sous le régime dit "international".

14. Il n'y a rien de révolutionnaire dans cette doctrine qui vise à la concentration dans le temps ainsi qu'à une définition plus serrée des projets, et le Conseil exécutif ne pense pas qu'elle pourra être appliquée du jour au lendemain, ou même dans l'espace d'un seul exercice. L'adoption en 1950 d'un programme de base à long terme avait déjà représenté un progrès appréciable par rapport à la période initiale où l'UNESCO posait des jalons sur toute l'étendue des domaines désignés par son Acte constitutif. Quatre ans plus tard, il est apparu possible d'aller plus loin dans le processus de sélection des tâches urgentes et de se concentrer sur elles.

15. Cette évolution paraît conforme aux recommandations formulées au cours de ces dernières années par les organes compétents des Nations Unies, et démontre que l'UNESCO a fait un effort constant pour adapter son programme aux principales demandes des Etats membres, en sacrifiant les projets secondaires ou moins urgents. Comme par le passé, non seulement le Directeur général, mais encore le Conseil exécutif et la Conférence générale attacheront le plus grand prix aux commentaires et aux avis que le Conseil économique et social voudra bien leur adresser, dans le cadre des attributions que lui confère la Charte des Nations Unies.

## EDUCATION

16. Trois des programmes prioritaires définis par le Conseil économique et social dans sa résolution 451 (XIV) - l'éducation de base, l'enseignement primaire gratuit et obligatoire et l'éducation pour la compréhension internationale - correspondent en fait aux principales branches de l'activité de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation. Il en est question ci-après, mais il convient de décrire d'abord les services permanents d'information et de documentation sur lesquels repose cette activité.

17. Ces services permanents ont pour principal objet de fournir la documentation exigée pour l'exécution des projets du programme, mais ils consistent aussi à maintenir la liaison avec certaines organisations d'éducation; à produire un certain nombre de publications; à assurer d'importants échanges d'informations avec les gouvernements, les organisations internationales et les particuliers; et à préparer les rapports spéciaux demandés par différents organes des Nations Unies.

18. Les organisations avec lesquelles l'UNESCO entretient les rapports les plus étroits dans le domaine de l'éducation sont le Bureau international d'éducation, l'Association internationale des universités et les grandes associations du personnel enseignant. Dans certains cas, ces organisations effectuent sous contrat, pour le compte de l'UNESCO, des travaux de recherche pour lesquels elles sont mieux équipées que le Secrétariat.

19. Les publications comprennent un certain nombre de périodiques de caractère spécialisé, et un nombre croissant d'études effectuées à la demande d'autres organisations - et notamment des Nations Unies - ou en coopération avec elles. C'est ainsi qu'en 1953 une bibliographie sur l'éducation pour le développement général de la collectivité a été établie conjointement avec le Département des questions sociales des Nations Unies; une "documentation" sur la même question a été constituée à l'usage des spécialistes travaillant sur les lieux. Un travail considérable a été effectué par l'UNESCO dans le cadre du Programme d'action pratique concertée dans le domaine social (E/CN.5/291) et de l'étude sur les mesures d'ordre national prises pour améliorer les conditions sociales (Résolution 434 (XIV) A, para. 7(a)) - étude qui fait suite à ce programme. En outre,



de nombreux rapports spéciaux ont été rédigés à l'intention de différents organes des Nations Unies : notamment L'emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement, La femme et l'éducation, Rapport de la mission à buts éducatifs en Libye, Reconstitution de l'enseignement dans la République de Corée, etc. D'autres études spéciales ont été fournies au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. En 1953, l'UNESCO a soumis au Conseil de tutelle, - en supplément de ses commentaires annuels au sujet des chapitres pertinents des rapports sur l'administration des Territoires sous tutelle, - un commentaire spécial sur le plan quinquennal du Gouvernement italien pour le développement de l'éducation en Somalie.

20. Il convient enfin de signaler L'éducation dans le monde, dont l'édition de 1953 donne des renseignements, présentés de façon uniforme, concernant 190 pays ou territoires.

#### EDUCATION DE BASE

21. La première des trois principales activités de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation est la campagne pour le développement de l'éducation de base dans les régions et les communautés où il n'existe pas encore d'enseignement scolaire régulier. La définition de l'éducation de base, telle que la conçoit l'UNESCO, figure dans l'annexe au quinzième rapport du Comité administratif de coordination (document E/2512); et ce rapport donne des renseignements complémentaires sur les dispositions administratives prises dans ce domaine. L'UNESCO se félicite de voir qu'en 1953 il a été possible de définir avec précision et intelligence les rapports de l'éducation de base avec les autres formes du développement général des collectivités, maintenant que les Nations Unies et plusieurs institutions spécialisées développent leur action dans ce domaine général. Elle se félicite également de ce que le Groupe de travail de l'éducation de base (CAC) a eu l'occasion, lors de sa session de juin 1953 tenue au Caire, de visiter le Centre de Sirs-el-Layyan, qui a commencé à fonctionner en janvier 1953 et qui est le deuxième centre expérimental créé par l'UNESCO pour la formation de personnel et la production de matériel.

22. L'éducation de base a été conçue dès l'abord comme devant servir à diffuser toutes les connaissances et toutes les techniques fondamentales qui sont nécessaires pour contribuer au progrès économique et social de la collectivité.

C'est pourquoi il a toujours été admis que les Nations Unies, l'OIT, la FAO et l'OMS avaient un rôle important à jouer dans le cadre de cette campagne. Il est particulièrement satisfaisant de noter à cet égard que toutes ces institutions sont ou ont été associées aux travaux des deux centres de formation de personnel et de production de matériel créés par l'UNESCO à Patzcuaro (Mexique) et à Sirs-el-Layyan (Egypte), et aussi à un certain nombre d'activités entreprises par l'UNESCO dans divers pays en application du Programme élargi d'assistance technique. A Sirs-el-Layyan, l'Organisation des Nations Unies a envoyé des experts en matière de construction rurale et d'aménagement des collectivités; la FAO, des experts en matière d'agriculture et d'élevage, d'économie domestique et de nutrition; l'OMS, des experts en matière d'administration sanitaire; et l'OIT doit y envoyer un spécialiste de l'artisanat rural. Une action collective de ce genre est indispensable au succès de la campagne d'éducation de base; elle illustre aussi de manière frappante l'importance de l'aide mutuelle que peuvent se prêter les diverses institutions.

23. On sait que les centres de formation ne sont pas de simples écoles, mais plutôt des écoles normales. La plupart des 63 étudiants, qui ont terminé leur stage de 19 mois à Patzcuaro à la fin de novembre 1953; s'occupent déjà de former à leur tour des spécialistes de l'éducation de base dans les 12 pays dont ils sont originaires. Le même principe est appliqué à Sirs-el-Layyan, où 50 étudiants, venus de 6 Etats arabes, ont commencé à travailler en janvier 1953; un deuxième contingent de 52 étudiants représentant 8 pays (y compris la Libye et le Yémen) est venu se joindre à eux en décembre.

24. On trouvera des renseignements détaillés sur ces activités dans le rapport du Directeur général à la Conférence générale de l'UNESCO; il serait cependant discourtois de ne pas mentionner ici le concours apporté par l'Organisation des Etats américains et le Gouvernement mexicain à Patzcuaro, et le Gouvernement égyptien à Sirs-el-Layyan.

25. Le programme de formation spécialisée qui a été mis en application à la fin de 1953 dans l'Etat de Mysore, avec le concours actif du Gouvernement indien, constitue une innovation. Il s'agit de donner une formation pratique de spécialistes de l'éducation de base à des personnes ayant déjà une certaine expérience dans les domaines appropriés, en vue de leur permettre, en tant que fonctionnaires internationaux, de former à leur tour les spécialistes qui sont demandés d'urgence pour lutter contre l'analphabétisme des masses. Une douzaine d'Européens sont actuellement au travail ainsi que six étudiants indiens, toute l'équipe étant sous la conduite d'un directeur expérimenté et de deux adjoints indiens.

26. Il convient de mentionner aussi le réseau des "entreprises associées" d'éducation de base, qui groupe maintenant 53 entreprises dans 5 pays souverains et 13 territoires non autonomes. Sans assumer aucune responsabilité directe, l'UNESCO procède avec ces entreprises à d'importants échanges d'informations, d'observations et de documentation. Les données nouvelles ainsi recueillies sont d'une grande utilité pour les spécialistes de l'éducation de base du monde entier.

#### ENFANCE

27. En ce qui concerne la santé mentale de l'enfant, il y a lieu de noter l'importante action entreprise à la suite de la conférence régionale européenne de décembre 1952. Les actes et les rapports de cette conférence ont été publiés; des groupes d'étude ont été constitués par diverses organisations non gouvernementales; un comité de spécialistes européens des services scolaires de psychopédagogie est en formation (en accord avec l'OMS); une importante étude, effectuée conjointement par l'UNESCO et l'OMS, a été publiée sous le titre L'hygiène mentale à l'école maternelle; etc.

28. Hors d'Europe, on prépare activement la création, à Bangkok, du Centre de recherche et de formation en matière de psychologie de l'éducation, qui doit s'ouvrir à la fin de 1954. Cette entreprise bénéficie du concours effectif du Gouvernement thaïlandais et de plusieurs institutions du pays. Les six spécialistes qui constitueront le personnel du Centre complètent actuellement leur formation à l'Université de Toronto, sous la direction du Professeur W. Line. C'est ce dernier qui dirigera ce futur institut international de psychologie de l'enfant.

29. L'UNESCO entretient d'étroites relations avec diverses organisations qui s'intéressent à la protection de l'enfance, notamment par l'intermédiaire des deux groupes de travail du CAC chargés d'étudier respectivement l'action à long terme en faveur de l'enfance et la réadaptation des personnes physiquement diminuées, et du comité constitué par l'OMS, l'UNESCO et les Nations Unies pour l'étude de l'enfant mentalement sous-normal.

#### ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OBLIGATOIRE

30. A la suite de la Conférence régionale tenue en décembre 1952 à Bombay, un certain nombre de missions ont été envoyées dans la région de l'Asie du Sud-Est (notamment en Birmanie, en Indonésie, au Laos et en Thaïlande), principalement en application du Programme élargi d'assistance technique. Une étude complète sur l'obligation scolaire dans cette région doit être publiée prochainement. Il a été procédé à des échanges de manuels scolaires et à l'octroi de bourses. Les Commissions nationales intéressées ont été invitées à établir des plans pratiques pour l'institution de l'enseignement primaire obligatoire, afin que les organismes internationaux compétents et les Etats en mesure de fournir une assistance en la matière puissent mesurer l'ampleur du problème que ces pays ont à résoudre.

31. Une nouvelle conférence régionale sur l'enseignement obligatoire (pour la région du Moyen-Orient) aura lieu en 1954 au Caire sous les auspices du Gouvernement égyptien, avec la participation d'autres membres de la Ligue arabe et avec l'assistance technique de l'UNESCO. Afin d'amener les Etats non arabes de la région à s'intéresser également à la question à l'occasion de cette conférence, un certain nombre de bourses ont été mises à la disposition de l'Iran, d'Israël et de la Turquie.

32. Le plan quinquennal du Gouvernement italien pour le Territoire sous tutelle de la Somalie - prévoyant notamment le développement de l'enseignement primaire - a déjà été mentionné. Signalons que ce programme a été établi et révisé de concert avec un expert que l'UNESCO avait envoyé dans ce Territoire à la demande du Gouvernement.

33. Les pays qui se proposent d'instituer ou de généraliser l'enseignement primaire, gratuit et obligatoire, se heurtent à de nombreuses difficultés. Il s'agit pour eux de produire des manuels appropriés, de construire des bâtiments scolaires, de veiller sur la santé et l'alimentation des élèves, d'assurer la protection des enfants d'âge scolaire contraints par les nécessités économiques à prendre un emploi rémunéré, etc. Tous ces problèmes connexes doivent naturellement donner lieu à des consultations entre les diverses institutions. L'UNESCO se félicite des résultats des échanges de vues qui se poursuivent sur ce sujet depuis plusieurs mois (et qui ont permis notamment la participation des Nations Unies, de l'OIT, de la FAO, de l'OMS et du FISE à la Conférence régionale de Bombay). Elle est particulièrement heureuse à cet égard de voir la question générale de l'enseignement du premier degré inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session du Groupe de travail du CAC, qui doit se réunir à Paris en mai 1954, pour étudier l'action à long terme en faveur de l'enfance. Il sera possible ainsi d'examiner de concert les diverses formes d'action que les institutions intéressées - y compris le FISE, espérons-le - pourront entreprendre en ce qui concerne les services sociaux, la santé, l'alimentation, l'orientation professionnelle, la législation du travail, le financement sur le plan national et international, etc. Cette réunion permettra aussi de mieux apprécier le rôle de l'école primaire en ce qui concerne la protection de l'enfance, le développement des collectivités et le progrès économique et social en général.

34. Le manque d'instituteurs qualifiés pose un grave problème dans les pays qui s'efforcent de développer chez eux l'enseignement scolaire. Une forte proportion des experts de l'UNESCO dans les pays insuffisamment développés contribuent à l'application de programmes de formation pédagogique. La seizième Conférence internationale de l'instruction publique (Genève, juin 1953) a été consacrée à la question de la formation et de la situation du personnel enseignant primaire : elle a formulé à l'intention des gouvernements deux recommandations détaillées, définissant les principes et les conditions minimums à observer en la matière. Un expert de l'OIT a pris une part active aux travaux de la Conférence, soulignant que cette Organisation s'est également occupée des conditions d'emploi dans la profession enseignante. L'UNESCO travaille toujours dans ce domaine en coopération étroite avec l'OIT.

35. La Conférence a aussi reçu des rapports sur les mesures prises par les gouvernements en application de la résolution adoptée par elle lors de sa quatorzième session (juillet 1951) au sujet de l'enseignement primaire obligatoire. Il ressort de ces rapports que la plupart des Etats s'occupent activement de développer leur système d'enseignement primaire, afin de rendre la scolarité obligatoire pour tous, malgré les difficultés financières de l'entreprise, la pénurie de personnel enseignant et de bâtiments scolaires et les difficultés économiques.

36. Les questions financières se trouvent, en fait, au coeur du problème. Il faut espérer que, dans tous les pays, la proportion du revenu national affectée à l'éducation augmentera constamment. S'il est créé, comme prévu, un fonds international spécial des Nations Unies pour l'octroi de subventions et de prêts à long terme et à intérêt modéré, il conviendrait également que les programmes visant à l'institution de l'enseignement primaire obligatoire soient admis parmi ceux qui pourront bénéficier d'une aide financière de ce genre. A titre de contribution à l'étude de ce problème, le Bureau international d'éducation vient de distribuer aux gouvernements un questionnaire détaillé sur les modes de financement de l'enseignement primaire - questionnaire qui doit permettre de recueillir d'utiles renseignements.

#### ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE ET ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

37. Dans tous les pays insuffisamment développés, et dans ceux qui sont en voie d'industrialisation, l'enseignement scolaire, dès que l'on dépasse le stade élémentaire, tend à prendre un caractère professionnel. C'est ainsi que l'enseignement du second degré se confond souvent avec l'enseignement technique. On le constate en particulier à propos de certains projets d'assistance technique de l'UNESCO, par exemple à Costa-Rica, en Syrie et à l'Indian Institute of Technology. L'UNESCO se tient en liaison étroite avec l'Organisation internationale du Travail pour tout ce qui concerne ces questions, en vue d'harmoniser les exigences de l'éducation générale et de la formation professionnelle.

## EDUCATION DES ADULTES

38. Dans ce domaine, les activités de l'UNESCO ont surtout pour cadre le Centre international d'éducation des travailleurs, situé à La Brévière, près de Compiègne (France). Depuis trois ans, il s'est tenu chaque été à ce Centre une série de stages d'études, organisés les uns par l'UNESCO, les autres par diverses fédérations d'associations de travailleurs. En 1953, on a étudié notamment au cours de ces stages les problèmes de la compréhension internationale au sein des mouvements internationaux de travailleurs, et la place de l'instruction civique dans l'éducation des travailleurs. Des observateurs de l'OIT, de la FAO et du GATT ont assisté à plusieurs stages; M. Lokanathan, Secrétaire exécutif de l'ECAFE, a prononcé une conférence à l'un d'entre eux.

39. Cette campagne d'éducation des travailleurs est importante, non seulement pour l'amélioration de la compréhension internationale, mais aussi pour le développement social et économique dont elle est le complément nécessaire. Aussi l'UNESCO est-elle prête à apporter son concours à toute entreprise nationale ou régionale visant à favoriser cette éducation. En 1953, l'Organisation a pu fournir une aide à un stage d'études européen en Italie, et à un autre stage dans la République Dominicaine.

40. Cette campagne se déroule sous le contrôle général du Comité consultatif de l'éducation des adultes, au sein duquel le représentant de l'OIT joue un rôle important. Lors de sa session de 1953, le Comité a recommandé une plus grande décentralisation des activités de l'UNESCO dans ce domaine.

41. En 1954, deux experts - dont l'un sera détaché par l'Organisation des Etats américains - doivent visiter certains pays de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est respectivement, afin de conseiller les gouvernements au sujet de l'extension de l'éducation des adultes. Ces missions bénéficieront du concours technique des Commissions économiques régionales des Nations Unies, ainsi que de l'OIT et de la FAO.

## EDUCATION DES FEMMES

42. En application des sections pertinentes de la résolution 504 (XVI) du Conseil, l'UNESCO intensifie ses efforts en vue de favoriser l'accès des femmes à l'éducation. Indépendamment des études et des rapports qu'elle adresse régulièrement à la Commission de la condition de la femme, elle a effectué ou poursuivi en 1953 plusieurs enquêtes (au Chili, en Inde, au Japon, au Pakistan et en Yougoslavie) dont certaines ont fait l'objet de publications (voir notamment La femme et l'éducation). Les enquêtes les plus récentes, menées conjointement par des sociologues et par des éducateurs, ont porté particulièrement sur les facteurs sociaux qui exercent une influence sur l'accès des femmes à l'éducation.

43. La documentation recueillie est d'ores et déjà si abondante qu'il est devenu nécessaire de considérer séparément les principaux aspects de la question générale de l'éducation des femmes. Le rapport soumis cette année à la Commission de la condition de la femme, s'il contient toujours les statistiques habituelles, porte plus spécialement sur l'analphabétisme chez les femmes et la fréquentation de l'école primaire. Le rapport de 1955 traitera plus particulièrement de l'enseignement secondaire et celui de 1956 de l'enseignement supérieur et de l'enseignement normal. La Commission et l'UNESCO pourront ainsi concentrer successivement leur attention sur différents aspects du problème.

44. Comme les années précédentes, l'UNESCO a publié des brochures sur l'éducation civique des femmes. La rédaction de la plus récente, en langue espagnole, a été confiée à Mme Ana Figuerola.

## ACTION DE SECOURS

### Réfugiés arabes de Palestine

45. L'UNESCO et l'Agence de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) ont continué à collaborer activement, et le nombre des écoles primaires pour réfugiés arabes de Palestine n'a cessé d'augmenter régulièrement depuis mai 1949, date de la mise en oeuvre de ce programme. Avec près de 250 écoles et plus de 90.000 élèves, le problème du personnel enseignant est devenu grave. Au cours de l'été 1953 des stages de perfectionnement ont été organisés pour les maîtres dans plusieurs pays du Moyen-Orient.



46. Il n'existe pas encore d'établissements spécialement chargés de donner un enseignement secondaire complet aux réfugiés, mais des subventions ont été accordées à trois universités de la région, à titre d'aide aux étudiants palestiniens. Le programme d'éducation de base a été élargi, et la plupart des écoles de réfugiés ont été munies d'un poste récepteur de radio.

#### Corée

47. La mission d'éducateurs envoyée par l'UNESCO en Corée en 1952 a terminé ses travaux au début de 1953. Elle a soumis deux rapports : l'un rend compte de la situation actuelle de l'enseignement; l'autre présente un plan de reconstitution à long terme. Avec l'approbation de l'Agent général de l'UNKRA et du Gouvernement de la République de Corée, ces deux rapports sont en cours de publication sous la forme d'un volume intitulé : Reconstitution de l'enseignement dans la République de Corée. Ce volume contiendra également des commentaires du Ministre de l'éducation de la République de Corée, qui a exprimé sa satisfaction au sujet des résultats de la mission.

48. L'Agent général a demandé à l'UNESCO de désigner le Directeur d'un Centre de formation de personnel d'éducation de base, qui doit s'ouvrir bientôt en Corée.

#### EDUCATION POUR LA COMPREHENSION INTERNATIONALE

49. En ce qui concerne l'éducation pour la compréhension internationale, - le troisième des grands programmes de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation - l'Organisation, outre son rôle spécialisé, joue celui de porte-parole des Nations Unies et des autres institutions spécialisées auprès de son public propre - et notamment auprès des maîtres et des écoliers. L'éducation pour le civisme international (titre actuel de ce programme) exige que l'enseignement relatif aux Nations Unies soit assuré de façon étudiée et suivie, afin que les principes, les objectifs et les réalisations des Nations Unies deviennent pour les élèves des réalités vivantes. Ce n'est pas là une tâche facile et il faut faire appel à des techniques différentes suivant les groupes d'âge, les catégories et les milieux.

50. Etant donné l'importance de ce programme, le Directeur général a été amené à s'entourer de conseils de spécialistes pour son exécution. En juillet 1953, un comité d'experts - composé de directeurs de l'enseignement, de doyens de facultés, de directeurs de fondations, etc., représentant toutes les régions du monde - s'est réuni en présence d'un représentant des Nations Unies pour examiner les principes et les méthodes de l'éducation pour le civisme international, sur la base de l'expérience acquise par l'UNESCO dans ce domaine depuis 6 ans. Il n'est sans doute pas inutile de citer ici un passage du rapport, à la fois complet et mesuré, de ce comité :

"Alors que l'Organisation des Nations Unies et les autres institutions spécialisées ont à traiter ce problème sur le plan politique, économique et social, l'UNESCO doit appliquer son effort, patiemment, opiniâtement et dans un esprit démocratique, à agir sur l'esprit et le coeur des peuples et à établir des programmes à long terme propres à engendrer les attitudes et les modes d'action nécessaires au maintien de la paix, en donnant aux hommes le sentiment qu'ils font partie d'une communauté mondiale et en leur faisant comprendre le devoir qu'ont les individus, les groupes et les nations de travailler à la prospérité commune de l'humanité. Si ce résultat ne peut être atteint par l'éducation, par les autres formes d'action sociale et par les puissants moyens d'information qui agissent sur la formation des opinions et des attitudes, ce sera là probablement la condamnation même de l'humanité, non pas seulement du point de vue moral et éthique, mais peut-être même au sens matériel".

51. Ce rapport formule un ensemble de conseils judicieux, dont l'UNESCO s'inspire pour toutes les diverses activités qui rentrent dans le cadre de ce programme.

52. La série des stages d'études sur l'enseignement de la compréhension internationale dans le cadre des diverses disciplines a été continuée. Les premiers stages avaient porté sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie. En 1953, a eu lieu à Ceylan un stage d'études sur l'enseignement des langues vivantes, qui a réuni des participants de 18 pays (dont plusieurs Etats membres d'Europe et du Moyen-Orient). Les participants se sont beaucoup occupés des problèmes linguistiques propres aux pays d'Asie; ils ont étudié les techniques les plus récentes utilisées pour l'enseignement des langues aux Etats-Unis d'Amérique, et dans les pays d'immigration, tels que l'Australie et Israël.

53. En ce qui concerne l'enseignement relatif aux Nations Unies et aux droits de l'homme (résolution 446 (XIV) du Conseil économique et social), l'UNESCO a de nouveau accordé en 1953, à des étudiants, des bourses de séjour pour New-York (siège de l'Organisation des Nations Unies), Genève (siège de plusieurs institutions) et Paris (siège de l'UNESCO). L'UNESCO a aidé la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies à organiser deux stages d'études régionaux, qui ont eu lieu l'un à Monrovia (Libéria), l'autre à Mogadiscio (Somalie). Un certain nombre de publications destinées au corps enseignant ont été produites, - notamment une brochure décrivant l'oeuvre de l'Union postale universelle (L'odyssée du timbre-poste). Plusieurs Etats membres (Australie, Belgique, Suisse, etc.) ont organisé des stages nationaux, ou d'autres activités complémentaires à la suite du stage d'études sur l'enseignement relatif aux droits de l'homme, tenu aux Pays-Bas en 1952. Enfin, le Secrétariat a établi des plans en vue d'aider un certain nombre d'écoles secondaires de 15 pays à entreprendre des activités expérimentales en matière d'éducation pour le civisme international. Ces activités pourront varier suivant les besoins et la situation de chaque école, mais dans chaque cas des méthodes de vérification et d'appréciation uniformes seront appliquées à une partie de l'expérience, de telle sorte que l'ensemble constitue un réseau cohérent.

54. Enfin, l'UNESCO coopère depuis plusieurs années, avec quelque 25 organisations internationales de jeunesse. En 1953, elle a notamment étudié avec ces organisations les problèmes de la jeunesse dans les nouvelles régions industrielles, l'utilisation des méthodes actives dans l'éducation des jeunes travailleurs, et la contribution des activités culturelles de jeunesse à la compréhension internationale. Un stage d'études régional, pour les cadres des mouvements de jeunesse, s'est tenu à Tokyo en octobre 1953; il a réuni des participants de 14 pays. Au cours de l'année, 639 groupements de jeunesse, dans 65 pays, ont reçu un choix de documents concernant certaines activités des Nations Unies et des institutions spécialisées. L'Institut de l'UNESCO pour la jeunesse, à Munich, s'est installé dans de nouveaux bâtiments, mis à sa disposition par les autorités allemandes; il poursuit son action en liaison étroite avec l'Institut pour les sciences sociales, à Cologne, et l'Institut pour l'éducation, établis par l'UNESCO à Cologne et à Hambourg respectivement.

## SCIENCES EXACTES ET NATURELLES

55. L'influence qu'exercent à notre époque la découverte scientifique et ses applications techniques sur les conditions de vie des hommes est telle que l'on ne saurait guère envisager une action nationale ou internationale dans le domaine économique ou social qui ne fasse appel à la science.

56. L'action de l'UNESCO en matière de sciences exactes et naturelles s'exerce dans les trois domaines suivants :

- 1) Développement de la collaboration internationale des hommes de sciences;
- 2) Organisation internationale de la recherche scientifique en vue de l'amélioration des conditions d'existence;
- 3) Enseignement et diffusion des sciences.

57. Elle est renforcée par une aide accordée aux gouvernements dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique et portant sur l'enseignement des sciences, la recherche pure et appliquée et l'organisation de centres de documentation scientifique et technique.

58. Les activités de la première et de la troisième catégories, qu'il s'agisse d'aide aux unions scientifiques, d'amélioration de la documentation et de la terminologie, d'échanges d'informations, de publication d'inventaires du matériel d'enseignement scientifique, d'action des postes de coopération scientifique, d'organisation d'expositions itinérantes ou de clubs scientifiques, constituent désormais en majeure partie des services de caractère permanent et ne présentent pas de changements importants d'une année à l'autre.

59. On ne saurait cependant négliger l'importance de ces services. La science est un terrain d'élection pour la coopération internationale et l'aide accordée en 1953 aux organisations scientifiques internationales, groupées en trois grands conseils (Conseil international des Unions scientifiques, Conseil des Organisations internationales des sciences médicales, Union des Associations techniques internationales) a permis à celles-ci d'organiser de nombreux colloques et d'en publier les résultats, ainsi que plusieurs ouvrages destinés à faciliter le travail des savants.

60. La constitution sur une base permanente d'un Comité consultatif pour la documentation dans les sciences exactes et naturelles a contribué à élargir et rationaliser l'action de l'UNESCO en vue de l'amélioration de la documentation et de la terminologie scientifiques.

61. Enfin, dans le domaine de l'enseignement et de la diffusion de la science, de nouvelles collections à l'usage principalement des pays sous-développés, et qui comprennent des manuels destinés à servir de guides au corps enseignant, ainsi que des dessins et des textes pour la construction de laboratoires à usage scolaire ont commencé à paraître; d'autre part, les expositions scientifiques itinérantes ont atteint un large public et confirmé leur utilité comme moyen de vulgarisation scientifique.

62. L'activité précédemment décrite s'est effectuée en grande partie sur le plan régional grâce aux postes de coopération scientifique pour l'Amérique latine, l'Asie du Sud et du Sud-Est et le Moyen-Orient. Sur le plan national, elle a constitué une part importante du programme de l'UNESCO en matière d'assistance technique et fait l'objet de 30 missions dans 14 pays membres. A titre d'exemple, il suffit de citer le Brésil où l'assistance technique accordée par l'UNESCO est entièrement consacrée au développement de la science pure et appliquée; une aide y a été fournie à l'Institut national de Technologie, au Centre brésilien de Recherches physiques, à l'Institut de chimie agricole, aux recherches scientifiques dans la vallée du Sao Francisco, à des recherches géophysiques et à l'Institut de biophysique. Il convient également de signaler la contribution croissante apportée au progrès scientifique et au développement économique des pays intéressés par les centres de documentation scientifique organisés en Inde, Mexique, Turquie, Uruguay et Yougoslavie.

63. La limite entre la science et ses applications étant souvent imprécise et la science étant elle-même un facteur important du développement économique et social, les services décrits ci-dessus sont souvent rendus conjointement avec des services analogues fournis par les Nations Unies et les institutions spécialisées, - comme dans le cas de l'aide au Conseil des Organisations internationales des Sciences médicales, créé en 1949 sous les auspices conjoints de l'OMS et de l'UNESCO -, ou se situent dans le cadre d'une action coordonnée en vue du développement économique, comme les activités entreprises par les postes de coopération scientifique de Delhi et de Djakarta, pour collaborer aux programmes conjoints de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et des institutions spécialisées, notamment dans le domaine du bâtiment et des matériaux de construction.

64. Par contre, les activités de la deuxième catégorie (organisation internationale de la recherche) sont en continuelle évolution. Dans le cadre de la résolution 318 (XI) (14 août 1950) du Conseil économique et social sur les "Laboratoires de recherche des Nations Unies", - qui est celui de la politique à suivre dans un domaine beaucoup plus vaste que le titre de cette résolution ne semblerait l'indiquer et qui s'adresse en fait à l'ensemble de la promotion et de la coordination de la recherche sur le plan international -, des projets sont entrepris, développés et menés à terme, les méthodes et les moyens d'action les plus divers sont tour à tour employés.

65. L'UNESCO se propose de présenter un rapport détaillé à ce sujet à une prochaine session du Conseil économique et social, conformément à la résolution 318 (XI). Il est toutefois possible dès à présent de faire le point et de décrire d'une façon sommaire l'action entreprise pour répondre aux recommandations du Conseil.

66. Il convient de rappeler brièvement que celui-ci avait prié l'UNESCO de procéder à :

- 1) une étude critique de l'ordre de priorité à attribuer aux problèmes de recherche scientifique encore en suspens;
- 2) une enquête sur les centres de recherches existants dans les domaines prioritaires;
- 3) une analyse approfondie de la nécessité de créer des laboratoires régionaux ou internationaux;
- 4) une étude du rôle des autres institutions spécialisées.

67. L'ordre de priorité mentionné en 1) fut fixé par un Comité mixte composé de membres du Conseil exécutif de l'UNESCO et de représentants des Nations Unies, d'institutions spécialisées et d'organisations internationales non gouvernementales compétentes, qui se réunit les 1er et 2 décembre 1950. Il porte sur les domaines suivants :

Première priorité :

1. Centre international de calcul
2. Institut international du cerveau
3. Institut international des sciences sociales (voir Sciences sociales)

Deuxième priorité :

4. Laboratoire astronomique international
5. Institut international de chimie de la matière vivante
6. Institut météorologique international
7. Laboratoire international de recherche sur la zone aride

Troisième priorité :

8. Laboratoire de mécanique des fluides et de mécanique de sols
9. Laboratoire pour l'étude de l'érosion
10. Institut des zones humides tropicales
11. Instituts d'océanographie et des pêcheries
12. Laboratoire de recherches sur l'utilisation des carburants solides
13. Laboratoire de recherches sur l'utilisation de l'énergie solaire
14. Laboratoire régional de physique des particules de haute énergie.

68. L'action envisagée sous les paragraphes b) c) et d) de la résolution 318(XI) fut aussitôt entreprise; elle se poursuivra encore longtemps. Cependant certaines observations peuvent être d'ores et déjà dégagées et certains résultats enregistrés.

69. Tout d'abord l'UNESCO, au cours de ces trois dernières années, ne fit porter ses travaux que sur une partie des domaines mentionnés plus haut<sup>1/</sup> et ces domaines furent abordés progressivement.

70. Par ailleurs, les circonstances et l'expérience acquise au cours de l'enquête ont fait ressortir que l'ordre de priorité fixé par le Comité ne pouvait pas toujours être respecté. Par exemple, le Conseil exécutif de l'UNESCO a décidé, lors de sa 35ème session (juillet 1953), d'abandonner le projet de création d'un Institut international du cerveau, bien que celui-ci figurât en première priorité. En effet la décision de l'Organisation mondiale de la santé de ne pas participer à la création d'un tel institut et les résultats de l'enquête entreprise ont

---

<sup>1/</sup> Les domaines 1, 2, 3, 7, 10, 11, 13, 14.

permis de constater qu'une action internationale dans ce domaine ne pouvait être engagée à l'heure actuelle. Au contraire, le projet de créer un laboratoire régional de physique nucléaire a rencontré un succès considérable et rapide bien qu'il ne figurât qu'en troisième priorité. Il s'agit pourtant d'une entreprise extrêmement coûteuse et dont la réalisation demandera de nombreuses années, mais ces circonstances ont joué dans ce cas précis en faveur d'une action commune de la part des pays européens.

71. En outre, le choix de la forme que doit prendre l'organisation internationale de la recherche dans les différents domaines envisagés et du rôle que doit jouer l'UNESCO à cet égard est en fonction, dans chaque cas, d'un ensemble de facteurs extrêmement complexes et de ce choix dépend en définitive le succès de l'entreprise.

72. Par exemple l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, qui groupe des Etats économiquement développés, prendra la forme d'une organisation intergouvernementale entièrement et directement financée par les gouvernements de ses membres; le rôle de l'UNESCO a été de lui accorder une assistance juridique et administrative pendant toute la période préparatoire.

73. A l'opposé, l'action internationale en vue de développer les recherches concernant les zones arides a été conditionnée par deux traits particuliers : ces recherches comportent une grande diversité de disciplines scientifiques et techniques et se prêtent donc difficilement à des travaux effectués dans un laboratoire central; d'autre part elles intéressent une majorité de pays relativement peu développés pour lesquels l'établissement et le contrôle direct d'une institution intergouvernementale présentent des problèmes administratifs et financiers difficiles à résoudre. C'est pourquoi l'action internationale a pris dans ce domaine la forme de promotion et de coordination de la recherche dans différents pays et s'effectue sous l'égide d'un Comité consultatif d'experts dont le secrétariat et le financement sont assurés par l'UNESCO et qui bénéficie en outre de concours sur le plan technique des Nations Unies et des institutions spécialisées compétentes.

74. Enfin ces travaux de l'UNESCO sont naturellement orientés par l'intérêt des Etats membres. Les exemples cités ci-après indiquent que l'UNESCO intervient chaque fois qu'un groupe d'Etats manifeste de l'intérêt pour un certain projet.



75. Après ces observations d'ordre général, il convient d'exposer brièvement l'évolution et les résultats de l'action de l'UNESCO en 1953.

76. La Convention créant un Centre international de calcul mécanique, - dont les plans furent soumis au Conseil économique et social lors de sa treizième session (Résolution 394 (XIII)) -, adoptée par une Conférence intergouvernementale en décembre 1951, n'est pas encore entrée en vigueur. Sur les dix ratifications requises, deux seulement (Belgique, juin 1952 - Japon, juillet 1953) avaient été reçues au 31 décembre 1953. Toutefois, il convient d'indiquer que Ceylan a accédé à la Convention le 16 mars 1954 et que la ratification de l'Italie, pays hôte du Centre, était imminente au moment de la rédaction de ce rapport, ce qui permet d'espérer une accélération du rythme des ratifications dans un avenir prochain.<sup>1/</sup>

77. En outre, certaines institutions spécialisées, telles que l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation météorologique mondiale ont manifesté leur intérêt pour les services que pourrait rendre le Centre, et le Comité exécutif de l'OMM a adopté en octobre 1953 une résolution (12 (EC-IV)) à ce sujet.

78. La période préparatoire à la création de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire a connu en revanche un déroulement remarquablement rapide malgré la complexité de la tâche que devaient affronter l'UNESCO et les gouvernements intéressés.

79. L'accord créant le Conseil européen pour la recherche nucléaire (CERN), chargé d'établir les plans administratifs et techniques de la nouvelle organisation et de son laboratoire, fut signé en février 1952 et entra en vigueur trois mois plus tard (mai 1952). Cet accord a été ratifié par 10 de ses 11 signataires (Belgique, Danemark, France, Grèce, Norvège, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Suède, Suisse et Yougoslavie). L'Italie, qui n'a pas encore ratifié, n'en a pas moins participé sur le plan technique et financier aux travaux du Conseil. Un Etat non signataire, le Royaume-Uni, s'est également joint à ses activités et à son financement.

80. Au cours des dix-huit mois prévus par l'accord, le CERN a mené à bien, avec l'aide de l'UNESCO, toutes les tâches pour lesquelles il avait été créé. Il a notamment élaboré une convention établissant sur une base permanente une Organisation européenne pour la recherche nucléaire, dont le siège sera établi près

---

<sup>1/</sup> Cette ratification a effectivement été reçue le 12 avril.

de Genève. Cette convention, adoptée à l'unanimité en juillet 1952, a été signée par les douze Etats mentionnés ci-dessus. Deux de ces Etats : le Royaume-Uni et la Suisse, l'ont déjà ratifiée. On estime que le fonctionnement de l'organisation et la construction du laboratoire coûteront 120 millions de francs suisses (environ 30 millions de dollars), répartis sur une période de sept ans.

81. L'accord portant création du CERN a été prorogé pour une durée d'un an en attendant l'entrée en vigueur de la nouvelle convention.

82. L'UNESCO s'efforce de faciliter les recherches sur les problèmes relatifs à la zone aride en rassemblant et en diffusant des renseignements au moyen de rapports d'ensemble, d'inventaires de recherches et de colloques, et en accordant une aide directe pour la réalisation de certains projets. Elle est aidée dans la mise en oeuvre de ce programme par un Comité consultatif d'experts créé en 1951.

83. Conformément aux résolutions 324 D (XI) et 417 (XIV) du Conseil économique et social, les activités de l'UNESCO dans ce domaine ont été dès l'origine étroitement coordonnées avec celles de la FAO, qui s'intéresse aux applications techniques de ces recherches dans l'agriculture, des Nations Unies (et notamment de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient), de l'OIT, de l'OMS, et, par la suite, de l'OMM. Ces organisations participent activement aux travaux du Comité consultatif et, par là-même, à l'élaboration et à la mise en oeuvre du programme. A titre d'exemple de la coopération de ces organisations avec l'UNESCO en 1953, on peut citer l'organisation conjointe en septembre et octobre, dans le cadre de l'Exposition internationale sur la conquête du désert qui s'est tenue à Jérusalem, d'une exposition destinée à illustrer le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées dans l'amélioration des conditions de vie dans les régions arides. On peut citer également la collaboration de ces organisations aux études préliminaires en vue de la rédaction d'un manuel destiné à faciliter le rassemblement des données techniques de base sur la zone aride.

84. L'enquête relative à la création éventuelle d'instituts d'océanographie et des pêcheries, qui figurait en troisième priorité dans la liste établie par le Comité mixte de décembre 1950, a fait ressortir en 1952 et 1953 qu'une organisation systématique de la recherche dans ce domaine était nécessaire dans la région Indo-Pacifique et qu'il y avait là matière à une action conjointe de la FAO et de l'UNESCO.

85. Le Conseil Indo-Pacifique des Pêches (créé par la FAO), après une étude menée avec la collaboration de l'UNESCO, avait souligné en octobre 1952 que l'UNESCO pourrait aider de façon efficace au développement des connaissances de base concernant l'océanographie tandis que la FAO pourrait appliquer utilement ces connaissances à la solution de problèmes relatifs aux pêcheries dans le cadre du développement économique de la région. Les études poursuivies par les deux organisations en 1953 aboutirent en novembre à Manille à la réunion d'un Comité mixte d'experts (à l'occasion du huitième Congrès scientifique du Pacifique), qui préconisa la création d'une Organisation océanographique pour la région Indo-Pacifique. Cette organisation serait destinée à coordonner les recherches dans la région, recueillir et fournir de la documentation, former du personnel spécialisé et entreprendre elle-même des recherches de base dans la limite de ses moyens financiers. L'UNESCO et la FAO étudient de concert avec les Etats intéressés le statut qu'il conviendrait de lui donner pour lui permettre de s'acquitter de ses tâches en tenant compte des conditions et des ressources particulières à la région.

86. Il convient enfin de mentionner que l'examen des projets 10 et 13 relatifs aux zones tropicales humides et à l'énergie solaire a été entrepris en 1953 et se poursuivra en 1954.

87. Il ressort de ce qui précède que trois ans après l'adoption de la résolution 318 (XI) du Conseil économique et social, un certain nombre de résultats peuvent être considérés comme acquis en matière d'organisation internationale de la recherche dans les sciences exactes et naturelles. Mais la liste de projets dressée par le Comité mixte de décembre 1950 est loin d'être épuisée; il s'agit d'une oeuvre de très longue haleine qui ne peut être poursuivie que progressivement avec un souci constant de l'économie des ressources disponibles et une connaissance approfondie des réalités politiques, économiques et scientifiques dans lesquelles s'encadre chaque cas envisagé.

88. C'est pourquoi l'UNESCO a établi en 1953 un Comité consultatif international de la recherche scientifique, composé de représentants des Conseils nationaux de recherche et des principales organisations scientifiques internationales, qui se réunira une fois par an pour conseiller le Directeur général dans l'élaboration et la mise en oeuvre du programme de l'Organisation en matière de promotion et de coordination de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles.

## SCIENCES SOCIALES

89. Les sciences sociales, qui ont un rôle stabilisateur important à jouer dans le monde d'aujourd'hui, sont un complément indispensable de l'action internationale en faveur de la paix et du bien-être économique et social. La tâche que l'UNESCO s'est donnée pour mission d'accomplir dans ce domaine consiste à :

- 1) Favoriser le développement international des sciences sociales dont les ressources sont encore relativement modestes et très inégalement réparties dans le monde;
- 2) Orienter une partie des études effectuées dans le domaine des sciences sociales de façon à apporter une contribution à l'action entreprise par les Nations Unies et les institutions spécialisées.

### Développement international des sciences sociales

90. Dans son action en vue du développement international des sciences sociales, l'UNESCO s'efforce :

- a) De favoriser la collaboration internationale des spécialistes;
- b) D'encourager l'extension et l'amélioration de l'enseignement des sciences sociales;
- c) De faciliter les échanges d'information entre régions culturelles et linguistiques différentes.

91. Au cours des années qui précèdent, une grande partie des efforts de l'UNESCO dans le domaine des sciences sociales s'est concentrée sur la première de ces tâches, c'est-à-dire l'aide aux organisations internationales existantes et l'encouragement à la création d'organisations nouvelles là où le besoin s'en faisait sentir.

92. La mise en oeuvre de la résolution 318 (XI) du Conseil économique et social sur les laboratoires de recherches des Nations Unies a donné à ces activités une impulsion sensible.

93. Au cours de son examen en décembre 1950 de l'incidence des recommandations du Conseil économique et social sur l'action de l'UNESCO dans ce domaine, le Comité dont il a été fait mention dans le chapitre consacré aux sciences exactes et naturelles, avait pleinement reconnu la nécessité de l'enquête demandée par le Conseil, mais il estima aussi que les décisions futures concernant la création de centres internationaux de recherche ne devait pas attendre la conclusion de l'enquête sur les instituts de sciences sociales existants. La Conférence générale de l'UNESCO à sa sixième session (1951) devait s'engager dans cette double voie. Les résultats en sont les suivants :

1) L'enquête sur les instituts nationaux de sciences sociales a été achevée en 1953; elle aboutira en 1954 à la publication d'un Catalogue international des recherches collectives en cours dans le domaine des sciences sociales.

2) Les études relatives à l'établissement de centres internationaux de recherche ont fait ressortir tout d'abord la nécessité de créer un organisme interdisciplinaire destiné à coordonner et promouvoir les recherches, alors que jusque là l'effort de l'UNESCO avait porté sur l'organisation sur le plan international des spécialistes relevant d'une même discipline. D'où la constitution en décembre 1952 sous une forme provisoire et en décembre 1953 sous sa forme définitive d'un Conseil international des sciences sociales dont le rôle consiste à mettre en oeuvre les ressources de toutes les sciences sociales en vue de l'étude en commun des principaux problèmes sociaux de notre temps.

3) Ces études ont également permis de constater qu'il n'était pas opportun de constituer un institut international de recherches "monolithique" destiné à l'étude de l'ensemble des problèmes internationaux, mais qu'il convenait de procéder par étapes et de créer tout d'abord un institut de recherches qui traiterait à fond une seule question dont l'étude serait particulièrement urgente et utile à l'action internationale. Conformément aux directives de la Conférence générale, l'effort de l'UNESCO s'est donc orienté vers la création d'un centre international de recherches destiné à l'étude des répercussions sur le plan social des transformations de la technique dont l'action, ainsi qu'on le verra plus loin, est susceptible d'apporter une contribution directe à l'oeuvre des Nations Unies et des institutions spécialisées

dans le domaine économique et social. Un premier pas a été effectué en octobre 1953 par la constitution, sous les auspices du Conseil international des sciences sociales, d'un Bureau de recherches dont les fonctions consistent principalement à recueillir et à tenir à jour la documentation relative à différents aspects du problème, en particulier ceux qui concernent les pays sous-développés, et à préparer l'organisation du centre de recherches envisagé.

94. La deuxième fonction de l'UNESCO en vue du développement international des sciences sociales consiste à encourager l'extension et l'amélioration de l'enseignement de ces sciences.

95. Dans ce domaine, l'UNESCO ne peut agir que par des moyens indirects analogues à ceux qu'elle emploie pour encourager l'extension de l'éducation scolaire. Une première phase de cette action, comportant l'étude de la situation existante en ce qui concerne l'enseignement des sciences sociales au niveau universitaire, s'est conclue en 1952 par l'énoncé d'un certain nombre de recommandations qui seront examinées et adaptées aux conditions locales, lors de stages d'études tenus dans diverses régions. D'autre part, les résultats de l'enquête ont fait l'objet de brochures sur la structure et les objectifs de l'enseignement de l'ensemble des sciences sociales ou d'une discipline particulière dans certains pays; la publication de ces brochures s'effectue en 1953 et 1954.

96. Enfin, étant donné que toutes les cultures - et plus particulièrement peut-être celles qui ne sont pas encore pleinement dans le courant des échanges d'idées sur le plan international - peuvent contribuer à une meilleure compréhension du fonctionnement de la société, la troisième tâche de l'UNESCO en vue du développement des sciences sociales dans le monde, est de faciliter les échanges d'informations entre régions culturelles et linguistiques différentes.

97. Cette tâche est accomplie sur le plan régional par les trois spécialistes de sciences sociales au Moyen-Orient, en Asie du Sud et dans l'hémisphère occidentale, dont elle constitue l'une des fonctions essentielles. Elle est remplie au siège de l'Organisation par un centre d'échanges d'information fondé en 1952, par la publication de périodiques spécialisés et d'ouvrages de référence et, depuis 1953, par des travaux dans le domaine de la terminologie.

Application des sciences sociales à l'étude des problèmes internationaux

98. La deuxième partie du programme de l'Organisation en matière de sciences sociales consiste à promouvoir l'application des méthodes de ces sciences en vue de soutenir l'action entreprise par l'UNESCO ainsi que par les Nations Unies et les autres institutions spécialisées pour atteindre leurs buts fondamentaux. Les efforts de l'UNESCO dans ce domaine s'orientent donc vers trois objectifs principaux :

- 1) La paix et la coopération internationales;
- 2) Le développement économique et social;
- 3) Le respect des droits de l'homme.

99. Ils portent également depuis 1953 sur l'étude des méthodes d'évaluation applicables aux programmes entrepris par les Nations Unies et les institutions spécialisées.

100. Afin de collaborer à l'action des organisations de la famille des Nations Unies en faveur de la paix et de la collaboration internationales, l'UNESCO a entrepris dès 1947 d'utiliser les sciences sociales pour étudier les causes des tensions et des conflits et les méthodes permettant de les résoudre, et pour analyser les facteurs qui entravent ou qui favorisent la coopération internationale.

101. Une partie des travaux menés depuis cette époque a produit ses premiers résultats en 1953. Le deuxième Congrès international de sociologie a permis de faire la synthèse des recherches conduites jusqu'à ce jour en matière de conflits sociaux. La série d'études consacrées aux caractéristiques nationales d'une quinzaine de pays a commencé à paraître, et des brochures ont été publiées concernant l'Australie, le Canada, la Suisse et l'Union Sud-Africaine. Les renseignements recueillis sur les modes de vie en Autriche, France, Grèce, Italie et Suède, seront notamment utilisés par les autorités australiennes d'immigration.

102. Des études sur la structure sociale de communautés urbaines et rurales en Australie et en France ont également été publiées dans le cadre d'une enquête menée dans un certain nombre de pays. Un volume de synthèse est en préparation. Ces études portent principalement sur les tensions entre groupes

et l'attitude à l'égard des étrangers. On envisage d'élargir en 1955 et 1956 le champ de ces activités afin de participer à l'action prioritaire en vue du développement économique et social des collectivités entreprise par les Nations Unies et les institutions spécialisées sous l'égide du Conseil économique et social (résolution 496 (XVI)).

103. Deux volumes sur la formation des attitudes sociales intitulés The Modification of International Attitudes; a New Zealand Study, par E. Beaglehole et J.R. McCreary, et The Teacher was Black, par H.E.O. James, ont été publiés en 1953.

104. L'année a également vu paraître les premiers résultats des missions envoyées par l'UNESCO depuis 1951 afin d'aider, avec la collaboration de spécialistes locaux, certains Etats membres à organiser des études destinées à réduire les tensions internes. Un volume de synthèse sur les études entreprises en Inde a paru à New-York sous le titre In the Minds of Men, et les résultats de recherches menées au Japon sur les attitudes de la jeunesse ont fait l'objet d'un ouvrage qui sera publié en 1954. Des recherches ont été engagées en Israël et se poursuivront en 1954. Dans ces trois pays, l'oeuvre entreprise par les spécialistes de l'UNESCO a suscité une action nouvelle sur le plan national.

105. L'assimilation des immigrants pose un important problème qui est lié à celui de l'élimination des tensions intérieures. L'étude de cette question constitue la contribution de l'UNESCO au programme coordonné des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière de migration. La synthèse des informations recueillies au cours d'une enquête menée depuis 1951 dans ce domaine, a été effectuée en partie en 1953, et ses résultats seront publiés en 1954 ou 1955. Lorsqu'auront été publiés les résultats d'études entreprises en 1953 sur d'autres aspects de la question, telles que les recherches effectuées au Brésil sur les mesures propres à faciliter l'assimilation des immigrants et les enquêtes sur la contribution positive des immigrants à la vie sociale, culturelle et scientifique des pays d'accueil, une phase de l'action de l'UNESCO dans ce domaine sera terminée, et l'Organisation sera sans doute en mesure de fournir des conseils aux gouvernements intéressés.



106. Dans le cadre des travaux préparatoires coordonnés des Nations Unies et des institutions spécialisées en vue de leur participation en 1954 à la Conférence mondiale de la population, un certain nombre d'études ont été effectuées pour le compte de l'UNESCO pour contribuer à l'examen des aspects sociaux des changements de population et en particulier des problèmes relatifs à la structure de la famille et aux modifications du taux de fécondité dues à des facteurs culturels et sociaux.

107. D'une manière générale, on estime qu'une partie de l'action précédemment décrite devra être considérée comme terminée en ce qui concerne l'UNESCO vers la fin de 1954. On se propose de continuer certaines études en 1955 et 1956, comme celles des tensions internes; d'autres, comme on l'a vu pour les études de communautés, se déplaceront sur le plan économique et social. On envisage enfin la mise au point de méthodes permettant d'assurer la comparabilité internationale des sondages d'opinions afin d'être en mesure d'engager des études comparatives sur l'opinion publique et la coopération internationale dans divers pays.

108. Pour faciliter la mise en oeuvre sur le plan national des décisions prises par les organes directeurs des Nations Unies et des institutions spécialisées, l'UNESCO a entrepris l'étude des facteurs qui entravent ou qui favorisent la coopération internationale.

109. A cet effet, des recherches ont été engagées en 1953 sur la manière concrète dont les Etats envisagent leurs responsabilités à l'égard de la communauté internationale. Les études sur la participation des Etats, et particulièrement de ceux qui ont récemment accédé à l'indépendance, au fonctionnement des organisations internationales, ont été poursuivies et l'expérience acquise dans ce domaine a permis de fournir aux Gouvernements de l'Indonésie, du Laos et des Philippines les conseils d'un expert. Cette action se poursuivra en 1954 et l'on prévoit la publication de ses résultats au cours des années suivantes.

110. Pour éviter que les transformations techniques n'engendrent des troubles sociaux et que la mise en oeuvre des plans de développement économique ne soit accompagnée de gaspillages de ressources et d'énergies, en un mot pour assurer un progrès économique et social équilibré, il est indispensable de connaître à fond la situation du pays intéressé. Les spécialistes des sciences sociales ont donc un rôle important à jouer dans l'élaboration des plans de développement

économique et social et leur mise en oeuvre dans tel ou tel milieu social et culturel. L'UNESCO s'est attachée à mobiliser les ressources de ces sciences pour fournir aux Nations Unies et aux institutions spécialisées des moyens destinés à faciliter leur action.

111. C'est pourquoi, outre la publication de trois ouvrages d'ordre général sur les relations entre le progrès technique et les conditions sociales et culturelles de divers pays<sup>1/</sup>, les activités menées en 1953 par l'UNESCO dans ce domaine se rattachent directement à la mise en oeuvre des programmes entrepris par ces organisations, ou à l'étude de situations particulières à la demande des Etats membres.

112. C'est ainsi que les services du Bureau international de recherches pour l'étude des répercussions sociales des transformations de la technique, dont il a été fait mention précédemment, ont été mis à la disposition des Nations Unies et des institutions spécialisées, qu'une conférence d'experts et de fonctionnaires des diverses organisations intéressées par l'examen des problèmes sociaux que pose l'exécution des programmes d'assistance technique a été organisé à New-York (30 mars - 3 avril) conjointement avec les Nations Unies et que les services d'un expert ont été fournis à la réunion convoquée par les Nations Unies (New-York, juin 1953) sur les méthodes d'évaluation des niveaux de vie.

113. Des études sur les effets sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation ont été menées sous les auspices de l'UNESCO dans divers pays en voie d'industrialisation d'Afrique, d'Asie du Sud et du Proche-Orient. Les recherches effectuées en Asie du Sud font partie d'un programme coordonné de la Commission régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient et des institutions spécialisées intéressées (en particulier, l'Organisation internationale du Travail).

114. Au cours des années qui viennent, il est envisagé d'accorder une importance croissante à cette partie du programme relatif aux sciences sociales, dont l'utilité pratique est indéniable, et de les orienter, notamment en consultation avec les organisations internationales compétentes, vers l'étude des facteurs sociologiques et culturels affectant la productivité et, ainsi qu'on l'a vu plus haut, vers celle des problèmes relatifs au développement général des collectivités.

---

<sup>1/</sup> Education et technologie, par A. Kahler, Le progrès technique et l'intégration sociale, par Jerome Scott et R. Lynton, Sociétés, traditions et technologie, par Margaret Mead.

115. D'autre part, dans le cadre du programme coordonné concernant la réforme agraire, l'UNESCO s'efforce depuis 1953 d'apporter une aide à l'action des organisations principalement intéressées, telles que la FAO, les Nations Unies et l'OIT, en effectuant notamment des études sur les conséquences sociologiques de ces réformes sur les populations des régions qu'elles ont affectées.

116. La mise en oeuvre des droits de l'homme constitue le troisième et dernier objectif vers lequel l'UNESCO s'efforce d'orienter les ressources des sciences sociales. Elle a jusqu'ici consacré ses travaux dans ce domaine à collaborer avec le Conseil économique et social dans la lutte qu'il mène contre la discrimination fondée sur la race et le sexe. Ainsi que l'a démontré le rapport spécial soumis au Conseil lors de sa seizième session (E/2473), l'Organisation a accordé une grande importance à la campagne d'éducation contre la discrimination raciale qu'elle a entreprise en 1949 pour répondre à la résolution 116 B (VI) du Conseil. La partie de ses travaux consistant à recueillir et à publier des données scientifiques sur les questions de race peut être considérée comme terminée. En revanche, la publication de la collection La question raciale et la pensée moderne, dont les premiers ouvrages sur l'attitude de l'église catholique, de la pensée juive et du mouvement oecuménique à l'égard de cette question, ont paru en 1953, sera poursuivie en 1954 et 1955, ainsi que la rédaction et la publication de manuels à l'intention des maîtres de l'enseignement primaire et secondaire.

117. Il en est de même pour les enquêtes menées depuis 1951 sur les contributions positives à la lutte contre la discrimination raciale. Les premiers résultats des études entreprises au Brésil sur les facteurs propres à favoriser les bonnes relations entre races ont fait l'objet en 1953 de deux volumes intitulés Races et classes dans le Brésil rural, par Charles Wagley, et Les élites de couleur dans une ville brésilienne, par Thales de Azevedo. L'enquête sur les mesures prises dans six pays (Antilles françaises, Brésil, Etats-Unis, Mexique, République fédérale d'Allemagne et Yougoslavie) pour faciliter l'intégration sociale des minorités ethniques a été achevée en 1953 et ses résultats seront publiés l'année suivante. Enfin, une étude des progrès réalisés grâce à l'éducation par les membres de groupes ethniques en cours d'intégration à la société moderne a été engagée.

118. On peut donc estimer qu'en 1955 l'UNESCO aura recueilli et publié toutes les données nécessaires à sa participation à la lutte contre la discrimination raciale. Une première phase de son action sera par conséquent terminée. Elle se propose de continuer, sur la base de la documentation recueillie, sa campagne d'éducation et d'information contre les préjugés raciaux et envisage la création d'un Bureau international pour la coordination des recherches sur les relations raciales.

119. Il convient de rappeler que la mise en oeuvre du programme de l'UNESCO dans ce domaine s'est toujours effectuée en étroite coopération avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. En outre, pour répondre à la demande du Conseil économique et social (Résolution 502 H (XVI)), le Conseil exécutif de l'UNESCO a, lors de sa trente-septième session (mars-avril 1954), autorisé le Directeur général à fournir au rapporteur spécial des Nations Unies pour l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement, la documentation réunie par le Secrétariat et tous les renseignements supplémentaires que celui-ci pourra recueillir sur la question ainsi qu'une assistance financière.

120. On peut également mentionner que l'UNESCO a transmis à la Commission des Nations Unies pour l'étude de la situation raciale en Afrique du Sud, sur sa demande, toute la documentation et les renseignements dont elle dispose qui sont susceptibles de faciliter les travaux de cette Commission.

121. Dans le cadre des activités qu'elle a entreprises pour coopérer à l'action de la Commission de la condition de la femme, l'UNESCO s'est livrée en 1953 et au début de 1954 au Japon, au Pakistan et au Mexique, à l'étude des divers facteurs sociaux qui facilitent ou retardent l'accès à l'éducation des jeunes filles sur une base d'entière égalité avec les jeunes gens du même âge. Elle a également poursuivi une enquête, entreprise en 1952, sur la participation des femmes à la vie politique.

122. Il convient en dernier lieu de citer une activité nouvelle entreprise en 1953 et qui peut s'appliquer aux trois domaines vers lesquels l'UNESCO s'est efforcée d'orienter les ressources des sciences sociales.

Il s'agit de l'étude des techniques d'évaluation applicables aux programmes internationaux de coopération. Cette étude est destinée à faciliter l'action des organisations de la famille des Nations Unies qui attribuent une importance de plus en plus grande à ce problème.

### ACTIVITES CULTURELLES

123. Aider au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir, et encourager la coopération entre nations dans toutes les branches de l'activité intellectuelle - tel est l'un des principaux objectifs que son Acte constitutif assigne à l'UNESCO. Et l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que toute personne a le droit "de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté" et "de jouir des arts".

124. Depuis l'origine, le programme culturel de l'UNESCO est conçu pour servir ces fins par une action qui comprend quatre aspects distincts, mais connexes :

- a) Développement de la coopération culturelle internationale;
- b) Préservation et mise en valeur du patrimoine culturel de l'humanité;
- c) Protection des écrivains, des artistes et des savants;
- d) Diffusion aussi large que possible de la culture.

125. Voici quelques exemples de ces quatre types d'activité. Certes, dans ce domaine, la coopération avec les autres institutions spécialisées est moins manifeste, les questions culturelles étant de la compétence particulière de l'UNESCO. Mais l'action dont il s'agit n'est nullement théorique : sous ses formes les plus spécialisées, elle s'exerce au bénéfice de centaines de représentants des élites intellectuelles. Dans son aspect de vulgarisation, elle enrichit et améliore l'expérience culturelle de milliers d'êtres humains. En déclarant prioritaires les activités tendant à rendre la "vie culturelle accessible à toutes les couches de la population" (Résolution 451 (XIV) Annexe, paragraphe 10.E.(d)), le Conseil économique et social a reconnu en juillet 1952, que cette oeuvre mérite une attention et des efforts persévérants sur le plan international.

a) Développement de la coopération culturelle

126. Pour développer la coopération internationale entre penseurs, écrivains et artistes, l'UNESCO dispose d'un réseau d'organisations non gouvernementales spécialisées dans les diverses disciplines intellectuelles et dont le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines est le meilleur exemple.

Le Conseil groupe des organisations savantes et professionnelles de différents domaines : sciences historiques, linguistiques, arts et traditions populaires, études classiques, anthropologie et ethnologie, histoire de l'art, langues et littératures modernes, orientalisme, histoire des religions, sciences préhistoriques et protohistoriques et musicologie. En 1953, sept de ces organisations ont tenu des congrès ou des conférences avec le concours de l'UNESCO. Le Conseil a constitué un Comité d'experts chargés de conseiller l'UNESCO sur le choix des ouvrages à traduire pour la collection des œuvres représentatives (Résolution de l'ECOSOC 53 (IV)). Les comités techniques du Conseil ont tenu des réunions pour s'occuper de la publication trilingue Diogène - qui paraît aussi désormais en italien et en allemand - de travaux bibliographiques, etc.

127. L'Institut international du théâtre, le Conseil international de la musique, le Conseil international des musées, et d'autres organisations du domaine des arts, ont tenu leurs assemblées annuelles et poursuivi leurs activités : publication de périodiques et de rapports spécialisés, en vue de tenir les experts au courant de l'actualité; enregistrement d'œuvres musicales rares ou inconnues (y compris des œuvres de musique populaire); établissement de catalogues, etc.

128. Le premier volume de la nouvelle collection Unité et diversité culturelle s'intitule L'originalité des cultures. Il groupe un certain nombre d'essais qui ont été écrits pour l'enquête sur les caractéristiques culturelles des peuples et les rapports entre les cultures. Le deuxième volume, intitulé Humanisme et éducation en Orient et en Occident, contient les communications présentées en décembre 1951 au colloque de Delhi - colloque organisé par le Gouvernement indien et l'UNESCO. Cette publication suscite un intérêt considérable. Le Secrétariat procède actuellement à une enquête sur les bases et le contenu d'un enseignement élargi des humanités combinant plus harmonieusement l'apport des civilisations de l'Orient et celui des civilisations de l'Occident. Les relations philosophiques et culturelles entre l'Orient et l'Occident seront de nouveau étudiées lors du Congrès indien de philosophie, qui doit se tenir à Colombo à la fin de 1954, avec la participation de l'UNESCO, et dont le thème général sera "Relations humaines et obligations internationales".

129. La prochaine étude prévue dans le cadre de cette enquête générale portera sur les relations culturelles entre l'ancien et le nouveau continent. En accord avec le Gouvernement brésilien et l'Organisation des Etats américains, une importante conférence sur "L'apport européen à la vie culturelle et à l'humanisme des peuples d'Amérique" sera organisée à l'occasion du quatrième centenaire de la fondation de la ville de Sao Paulo, en juillet 1954. Le Conseil de l'Europe sera représenté à cette conférence, dont le thème général sera repris lors des prochaines "Rencontres internationales de Genève" (septembre 1954).

130. Toujours sous l'égide du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, l'UNESCO a réuni en 1953 un Comité d'experts afin de "rechercher, entre les différentes conceptions politiques et sociales actuelles, les tendances communes qui fondent le respect du droit et de la légalité internationale en vue de renforcer, par l'accord des esprits, l'action des Nations Unies". Cette enquête se poursuit et un certain nombre de communications ont été recueillies.

b) Préservation du patrimoine culturel de l'humanité

131. Le projet de convention internationale pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé représente la principale réalisation de l'UNESCO dans ce domaine depuis deux ans. Une conférence intergouvernementale doit se tenir à La Haye, en avril et mai 1954, pour examiner ce projet. Les commentaires reçus des gouvernements au sujet des documents préparatoires sont dans l'ensemble favorables, et l'on peut espérer que le projet de convention sera adopté par la conférence. D'ores et déjà, un certain nombre de pays ont publié des déclarations unilatérales conformes à l'esprit général du projet.

132. L'UNESCO s'efforce de poursuivre l'action entreprise par la Société des Nations pour la réglementation internationale des fouilles archéologiques. L'objectif est d'établir une série de recommandations aux gouvernements; un important travail de préparation a déjà été effectué.

133. Sur le plan pratique, l'UNESCO et le Conseil international des musées diffusent constamment des informations sur la préservation des monuments, des oeuvres d'art et des collections historiques et scientifiques. Des missions d'experts ont été envoyées dans plusieurs pays : en Yougoslavie, pour procéder

à la restauration de l'église Sainte-Sophie d'Ochrida; au Liban pour établir un rapport sur la situation générale des monuments de la ville de Tripoli; en Syrie, pour effectuer une enquête générale sur les antiquités nationales.

134. Des consultations sont en cours en vue de la création d'un centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels - rattaché à une institution nationale appropriée.

135. Pour toutes ces activités, l'UNESCO bénéficie des conseils spécialisés du Comité international pour les monuments, qui compte des membres correspondants dans 48 pays.

c) Protection des écrivains, des artistes et des savants

136. Une Convention universelle du droit d'auteur, visant à harmoniser les Conventions de Berne et le régime en vigueur sur le continent américain, a été adoptée lors d'une conférence intergouvernementale convoquée à Genève, en 1952, par le Gouvernement suisse et par l'UNESCO. Il est vraisemblable que cette Convention entrera en vigueur d'ici peu. Si cinq pays seulement l'ont ratifiée jusqu'ici, huit pays prennent des dispositions sur le plan législatif pour le faire, et il semble qu'un certain nombre d'autres aient l'intention de prendre ultérieurement des dispositions analogues. Pour entrer en vigueur, la Convention doit être ratifiée par douze pays, dont quatre n'appartenant pas à l'Union de Berne. Le secrétariat s'occupe d'établir un recueil des législations nationales du droit d'auteur, - instrument indispensable pour l'application de la Convention. L'édition anglaise est établie avec la coopération d'organismes britanniques et américains compétents, l'édition française avec le concours du Bureau de l'Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (dit Bureau de Berne), l'édition espagnole en collaboration avec l'Organisation des Etats américains. L'UNESCO se prépare à mettre en place les services administratifs qui seront chargés de veiller à l'application de la Convention lorsque celle-ci entrera en vigueur.



137. Les problèmes spéciaux actuellement à l'étude en matière de droit d'auteur sont les suivants : le droit des savants qui ne sont ni uniformément, ni suffisamment protégés par les lois sur le droit d'auteur et la propriété industrielle, ou par le droit commun; l'application des dispositions relatives au droit d'auteur, aux échanges de programmes de radio et de télévision (étude effectuée en coopération avec le Conseil de l'Europe et l'Union européenne de radiodiffusion); la double imposition des auteurs et des artistes (étude effectuée conjointement avec un certain nombre d'organisations spécialisées, et en accord avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies).

d) Diffusion de la culture

138. Il suffit d'exposer brièvement cet aspect des activités culturelles de l'UNESCO, qui n'intéresse pas directement le Conseil économique et social bien qu'il figure expressément au nombre des programmes prioritaires définis par le Conseil en juillet 1952.

139. L'Organisation se propose toujours un but essentiel : faciliter aux hommes et aux femmes de tous pays, de tous âges et de toutes conditions, l'accès aux oeuvres d'art de toutes les nations et de toutes les époques, en respectant les différentes traditions et conceptions culturelles, locales, nationales et régionales.

140. La Conférence internationale des artistes, réunie à Venise en 1952, a donné lieu à de nombreux échanges de vues concernant le projet de création d'un Conseil permanent des arts et des lettres. Pour le moment, le Directeur général a décidé de proposer à la Conférence générale la création d'un simple comité de liaison entre les organisations existantes. Mais l'UNESCO continue à aider ces organisations, notamment sur le plan financier; elle attribue en outre des bourses de voyage à des artistes et à des écrivains, et facilite la diffusion internationale des oeuvres d'artistes et d'écrivains contemporains, sous forme de traductions, de reproductions et d'enregistrements.

141. Des conférences ont eu lieu en 1953 sur "Le théâtre et la jeunesse" (La Haye), "Le rôle et la place de la musique dans l'éducation de la jeunesse et des adultes" (Bruxelles) et "La formation des musiciens professionnels" (Salzbourg). La deuxième de ces conférences a revêtu une importance exceptionnelle

puisque'elle a groupé plus de trois cents participants. A cette occasion, a eu lieu la première audition publique d'une oeuvre symphonique et chorale qui a remporté un grand succès : le Cantique de l'espérance (musique de Paul Hindemith, paroles de Paul Claudel).

142. Une deuxième édition du Catalogue de reproductions en couleurs de la peinture antérieure à 1860 a été publiée en 1953; la deuxième édition du Catalogue relatif à la période 1860-1954 paraîtra cette année. Des albums de reproductions en couleurs des fresques d'Ajanta (Hayderabad), des peintures de la Vallée des Rois (Egypte) et de l'art aborigène australien paraîtront prochainement dans la collection où ont déjà paru des albums de fresques de Masaccio et de Raphaël.

143. Il existe actuellement 89 expositions itinérantes de reproductions en couleurs. A la fin de 1953, ces expositions avaient été présentées dans 51 pays et dans plusieurs territoires non autonomes - circulant parfois d'une ville à une autre dans le même pays pendant plus d'un an. Une exposition itinérante spéciale est consacrée aux dessins de Léonard de Vinci. Des collections d'estampes japonaises et de peintures chinoises seront bientôt mises en circulation.

144. Depuis que l'ECOSOC a adopté, en 1947, la Résolution 53 (IV), l'UNESCO s'efforce d'encourager la traduction des chefs-d'oeuvre de la littérature mondiale. C'est là une entreprise de longue haleine, mais d'importants résultats ont déjà été obtenus. La série arabe, dirigée par une commission internationale installée à Beyrouth, comprend des traductions d'Aristote, de Cervantès, de Descartes, de Montesquieu, de Pascal, de Leibnitz, de Locke et de Rousseau, déjà parues ou en préparation; trois classiques de la littérature arabe seront publiés en français ou en anglais. La série ibéro-américaine comprend trois traductions en français (Enriquillo, de Galvan, une Anthologie de la poésie mexicaine et des Pages choisies, de José Martí). Un accord a été conclu avec l'Organisation des Etats américains qui se charge désormais de la publication des traductions anglaises, l'UNESCO continuant à s'occuper des traductions françaises. Grâce à cette répartition des tâches, il devrait être possible d'accélérer le rythme des publications.

145. Des traductions françaises de trois classiques italiens ont paru; des traductions de plusieurs chefs-d'oeuvre persans sont en préparation; les littératures chinoise, indienne et japonaise ont fait l'objet d'études préliminaires.

146. La bibliographie annuelle Index Translationum continue à se développer : le dernier numéro indiquait 16.122 traductions publiées dans 47 pays.

147. Dans le domaine des bibliothèques, la bibliothèque publique modèle de Delhi continue à prospérer; le nombre des lecteurs inscrits est maintenant de 20.000. Une deuxième bibliothèque modèle est sur le point de s'ouvrir à Medellín (Colombie). Un stage d'études sur le développement des bibliothèques publiques s'est tenu à Ibadan (Nigeria), en août 1953; il a obtenu un net succès, et a donné lieu à la création d'une Association des bibliothécaires d'Afrique occidentale.

148. Le Centre de l'UNESCO pour l'échange de publications a envoyé en 1953 plus de 42.000 livres ou publications à 650 bibliothèques publiques de 47 pays.

149. En 1953, le Comité consultatif international de bibliographie a été constitué sur une base permanente, afin d'aider le secrétariat à s'acquitter de ses multiples tâches dans les domaines de la bibliographie et de la documentation. Les trois premiers ouvrages de la nouvelle collection des Manuels bibliographiques de l'UNESCO ont été publiés.

---

150. Ce qui précède constitue un tableau succinct et volontairement incomplet des activités présentes de l'UNESCO dans le domaine culturel. Il y a lieu d'espérer qu'une conclusion au moins s'en dégagera. Peut-être l'une ou l'autre de ces activités, prise isolément, apparaîtra-t-elle insuffisamment justifiée - étant donné les restrictions budgétaires actuelles et l'impérieuse nécessité d'une concentration des efforts. Mais, considérées dans leur ensemble, elles forment un tout cohérent dont chaque élément trouve sa pleine justification dans le cadre de la tâche assignée à l'UNESCO par son Acte constitutif "dans toutes les branches de l'activité intellectuelle".

## INFORMATION

151. Le domaine de l'information est de nouveau l'un de ceux où la majeure partie des activités de l'UNESCO s'exercent en étroite liaison avec d'autres institutions dont elles servent directement les fins. Cette observation s'applique aussi bien aux activités techniques qui visent à favoriser la liberté de l'information qu'aux activités publicitaires destinées à faire mieux connaître l'oeuvre des différentes institutions internationales et à leur assurer un plus large appui.

152. Les enquêtes mondiales sur la presse, le cinéma et la radio, dont les conclusions ont été publiées entre 1947 et 1951, servent aujourd'hui de base à des études plus spécialisées portant sur les techniques d'information, sur les obstacles à la libre circulation de l'information et sur les mesures prises en vue de les surmonter. C'est ainsi qu'une abondante documentation concernant la production, la distribution et la consommation du papier journal et du papier d'imprimerie a été réunie et transmise à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, qui doit présenter cette année au Conseil économique et social un rapport sur la question; d'autre part, un organisme de recherche du Royaume-Uni a préparé en 1953 une étude sur l'évolution probable de la consommation de papier journal et de papier d'imprimerie, qui vient de paraître.

153. Un inventaire de la situation actuelle des services de télévision a été publié en 1953, sous le titre Television - A World Survey <sup>1/</sup>, en même temps que La transmission des informations, brochure qui porte sur les télécommunications et la presse, et Une semaine dans le monde (par Jacques Kayser), étude comparée de la façon dont de grands journaux de 17 pays ont présenté les nouvelles pendant une semaine, et divers autres ouvrages.

154. L'UNESCO a travaillé en étroite collaboration avec les Nations Unies à l'élaboration de deux rapports importants destinés au Conseil économique et social : celui de M. Salvador P. Lopez sur les problèmes et événements contemporains dans le domaine de la liberté de l'information (E/2426) et le rapport sur l'encouragement et le développement des entreprises nationales d'information indépendantes (E/2534).

---

<sup>1/</sup> L'édition française (La télévision dans le monde) a paru au début de 1954.

155. Les efforts tendant à réduire les obstacles à la circulation internationale de l'information se sont poursuivis pendant toute l'année. A la fin de décembre, l'accord de l'UNESCO sur la circulation du matériel de caractère éducatif, scientifique et culturel était appliqué par 17 Etats, et la procédure de ratification était en cours dans plusieurs autres pays. L'UNESCO a continué à s'occuper de mettre au point une réglementation internationale en vue de la réduction des obstacles à la libre circulation des personnes se déplaçant à des fins éducatives, scientifiques et culturelles et elle a pris contact à ce sujet avec l'Organisation internationale du Travail qui s'intéresse aux voyages des travailleurs se déplaçant à ces mêmes fins. Des progrès ont été accomplis également en ce qui concerne le projet relatif à l'adoption de dispositions administratives uniformes concernant le passage en douane des étalons de mesure physique de caractère fragile; 16 pays ont maintenant désigné des laboratoires qui participeront à l'application des dispositions proposées. Le Bureau international des Poids et Mesures accorde son plein appui à ce projet.

156. Les décisions du XIIIème Congrès de l'Union postale universelle tendant à assouplir les règlements postaux pour permettre aux gouvernements de faciliter la circulation internationale du matériel imprimé envoyé par la poste ont été dûment portées à la connaissance des Etats membres, et à la fin de l'année, 21 de ces Etats avaient indiqué quelles mesures ils avaient prises à cet égard. Ces décisions ont été adoptées par le Congrès après examen de suggestions présentées par plusieurs Etats membres de l'Union postale universelle à la suite d'une initiative de l'UNESCO. De même, une recommandation de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, tenue à Buenos-Aires, invitant les gouvernements "à faciliter la libre transmission des informations par les services de télécommunications" a été portée à l'attention de tous les Etats membres de l'UNESCO. Enfin, l'Association du transport aérien international, qui groupe 95 pour 100 des compagnies d'aviation civile du monde entier, a décidé en 1953, sur la suggestion de l'UNESCO, qu'à partir du 1er avril 1954 le tarif applicable aux livres dans toute la zone européenne serait fixé à 50 pour 100 du tarif normal des marchandises.

157. L'année a été marquée également par le développement de la collaboration avec le Conseil de l'Europe, qui étudie à l'heure actuelle des mesures visant à éliminer les obstacles à l'importation et à l'exportation des livres.

158. Dans le domaine de la production, la réalisation la plus remarquable est le film Je suis un homme, documentaire de 60 minutes qui rend compte de la lutte contre les épidémies conduite en Thaïlande par l'Organisation mondiale de la santé ainsi que de l'expérience d'éducation de base entreprise par l'UNESCO au Mexique, en les replaçant dans le cadre du programme général des Nations Unies et des institutions spécialisées en faveur de l'amélioration des conditions de vie des peuples. Ce film a reçu un accueil enthousiaste dans les pays de langue anglaise, et la version française, produite ultérieurement, a elle aussi remporté un grand succès. Des copies sont maintenant à la disposition de tous les Etats membres de l'UNESCO et des versions en d'autres langues sont en préparation.

159. Une importante exposition intitulée "L'homme contre le désert" a été organisée à Jérusalem, en automne 1953, en vue de faire connaître l'activité déployée par les institutions des Nations Unies pour faciliter la mise en valeur des zones arides. Dans cette même région de la Méditerranée orientale, une mission mixte d'information UNESCO-OMS-FISE a visité 5 pays et a réuni un grand nombre d'enregistrements et d'autres documents qui sont actuellement utilisés par la radiodiffusion et la presse. La documentation recueillie par des missions de ce genre, ou par des experts de l'UNESCO travaillant isolément, est placée à la disposition de toutes les institutions spécialisées; et de même il est maintenant prévu que l'UNESCO et le Département de l'information des Nations Unies mettront en commun toutes leurs ressources en matière de documentation, ce qui permettra de tirer le meilleur parti possible du matériel d'information produit par les deux organisations, sous quelque forme que ce soit.

160. Le Courrier de l'UNESCO a continué à paraître en anglais, français et espagnol pendant l'année, et quoique son tirage (environ 35.000 exemplaires) soit encore insuffisant, tout semble indiquer qu'il est lu et apprécié par un grand nombre de membres du corps enseignant, d'Associations nationales pour les Nations Unies, etc. Un numéro spécial sur les Droits de l'homme paru en novembre a été tiré à 125.000 exemplaires, grâce aux efforts des commissions nationales de 26 pays.

161. Le bulletin bimensuel Unesco Features, également publié en trois langues et contenant des articles destinés à la presse, a continué à être utilisé largement par les journaux dont le chiffre atteint environ 1.500. De même, l'hebdomadaire Tour du monde de l'UNESCO, qui a maintenant une édition en arabe, est utilisé par des stations radiophoniques dans plus de 100 pays et territoires. Les Nouvelles de l'UNESCO paraissent mensuellement en arabe, néerlandais, anglais, allemand, hindi et ourdou.

162. Le contenu de ces périodiques est extrêmement varié, et bien que le travail des Nations Unies et des institutions spécialisées y occupe la première place, on y trouve aussi beaucoup d'articles d'intérêt scientifique et culturel général.

163. Telles ont été quelques réalisations de l'UNESCO dans le domaine de l'information pendant l'année 1953; mais en même temps l'Organisation a poursuivi de multiples activités de caractère permanent. Il est encourageant de constater que le matériel de presse et de radio est non seulement utilisé directement à un rythme toujours croissant mais que les pays destinataires commencent à s'occuper eux-mêmes d'en favoriser la diffusion. Au début de 1953, par exemple, la Radiodiffusion suisse a adapté en français, à ses frais, trois grands programmes dramatiques produits en anglais par l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies. Ces programmes n'ont pas seulement été utilisés en Suisse; les versions françaises ont été fournies gratuitement à l'UNESCO et distribuées par ses soins dans tous les pays de langue française. De nombreux autres exemples de coopération généreuse et efficace ont été enregistrés pendant l'année.

#### Entraide internationale

164. Le programme de "bons d'entraide" de l'UNESCO a continué à se développer. L'Organisation reçoit des dons, fréquemment effectués en monnaie faible, et fournit à des pays sous-développés ou dévastés du matériel qui ne peut souvent être acheté qu'en devises fortes. A la fin de 1953, des collectes étaient organisées dans 9 pays et plus de 160 institutions de 37 pays et territoires avaient reçu des bons d'entraide leur permettant d'acheter le matériel de caractère éducatif, scientifique et culturel dont elles avaient un pressant besoin.

Le système permet aux donateurs de déterminer l'usage précis qui sera fait de leur argent, et la plus grosse part du revenu provient de petites cotisations. Les fonds réunis pendant l'année représentent au total l'équivalent de 104.260 dollars (dont 7.583 dollars recueillis au profit du relèvement de la Corée au stand de l'UNESCO installé au Siège de l'Organisation des Nations Unies) et de nouvelles campagnes d'entraide ont été lancées depuis lors.

165. Le système des bons UNESCO (bons de livres, de films et de matériel scientifique), inauguré en 1948, se développe lui aussi régulièrement et l'UNESCO rachète à l'heure actuelle pour 100.000 dollars de bons en moyenne par mois, ce qui signifie que des livres et autres objets d'une valeur correspondante sont parvenus à des habitants de pays à monnaie faible, qui n'auraient pas pu se les procurer autrement.

166. D'autres dons provenant de la Norvège, de la Suède, des Etats-Unis, de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, etc., et destinés à la Grèce, à l'Inde, au Pakistan, aux écoles de réfugiés du Moyen-Orient et à diverses institutions charitables ont été reçus par l'UNESCO.

167. L'UNESCO a continué pendant toute l'année 1953 à préparer l'élargissement de son système de bons : à partir de 1954 ce système doit servir également à faciliter les voyages entrepris à des fins éducatives, scientifiques et culturelles.



## ECHANGES DE PERSONNES

168. Comme les Nations Unies et la plupart des autres institutions spécialisées, l'UNESCO administre un programme de bourses dans les domaines qui lui sont propres. Cependant, afin d'accomplir deux des tâches principales qui lui ont été confiées par son Acte constitutif - contribuer à l'accroissement et à la diffusion du savoir et au développement de la compréhension internationale - elle a en outre des fonctions particulières à remplir dans le domaine des échanges de personnes.

169. Les fonctions de l'UNESCO visant à développer les échanges de personnes peuvent donc être énumérées comme suit :

- a) Centraliser et diffuser des informations, étudier le fonctionnement des programmes d'échanges et fournir des avis consultatifs;
- b) Promouvoir certains types d'échanges;
- c) Administrer des bourses de nature à faciliter l'exécution de son programme, directement ou pour le compte des Etats membres ou de diverses institutions.

170. Toutes les activités relatives aux bourses d'études et de voyage sont menées dans le cadre du programme coordonné par le Groupe de travail technique pour les bourses du Comité administratif de coordination. Le reste du programme concernant les échanges de personnes est également élaboré et mis en œuvre en étroit contact avec les Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées. Notamment tous les problèmes relatifs aux échanges de travailleurs font l'objet d'un programme conjoint dans lequel l'OIT s'intéresse aux incidences de ces échanges dans le domaine de la formation professionnelle et l'UNESCO à leur aspect éducatif. Une réunion commune d'experts a été organisée en janvier 1954 pour faire le point des activités en cours et préparer les programmes futurs des deux organisations dans ce domaine.

171. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, l'UNESCO s'efforce tout d'abord de centraliser et de diffuser des informations sur tous les types de possibilités offertes en matière d'études, de formation et de voyages à buts éducatifs à l'étranger. Elle le fait principalement par le moyen de publications périodiques dont la plus importante est un répertoire annuel intitulé Etudes à l'étranger

qui contient des renseignements sur les bourses d'études et de perfectionnement et autres subventions pour voyages d'études offertes par les gouvernements et les institutions privées, ainsi que par les Nations Unies, les institutions spécialisées et diverses organisations internationales. Le nombre de bourses et de subventions mentionnées est passé de 15.070 dans le tome I publié en 1948 à 45.000 dans le tome V publié en 1953. Le volume VI publié en janvier 1954 (qui traite de 45.000 bourses et subventions) comporte notamment un chapitre intitulé "Programmes des échanges internationaux de stagiaires" établi par les soins du Bureau international du Travail et un supplément relatif aux bourses offertes par les Etats Membres des Nations Unies aux étudiants des territoires sous tutelle, en application de la résolution 557 (VI) de l'Assemblée générale.<sup>1/</sup>

172. D'autres publications fournissent des renseignements sur les séjours de travailleurs à l'étranger, les cours de vacances, les formalités douanières, les facilités accordées pour les voyages à buts éducatifs et les postes d'enseignement à l'étranger.

173. L'UNESCO a également entrepris depuis 1947 une série d'études sur l'organisation et l'administration de divers types de programmes internationaux d'échanges de personnes en vue d'établir un code de pratiques courantes pour l'octroi des bourses internationales, et de renforcer, par ce moyen, l'efficacité de ces programmes. Après avoir été examinées par un comité d'experts qui s'est tenu à Bangkok en décembre 1952 et par le groupe de travail technique pour les bourses du Comité administratif de coordination lors de sa réunion de septembre 1953, les conclusions tirées de ces études ont fait l'objet d'un rapport intitulé L'application des programmes internationaux de bourses qui a été publié dans le tome VI de "Etudes à l'étranger". Ce rapport est destiné à servir de guide aux Etats membres et aux organisations internationales.

174. D'autres enquêtes, comme celle qui a trait au recensement du nombre des étudiants étrangers inscrits dans les universités, sont effectuées régulièrement et leurs résultats sont publiés dans les ouvrages cités plus haut.

---

<sup>1/</sup> Des exemplaires de ce volume du Répertoire ont été distribués aux membres du Conseil de tutelle lors de sa treizième session.

175. Enfin, se fondant sur l'expérience acquise, l'UNESCO fournit aux Etats membres des avis consultatifs tels que ceux qui ont été donnés en 1953 au Ministère de l'éducation du Brésil, notamment en ce qui concerne le recrutement en Europe de professeurs de faculté appelés à enseigner dans ce pays.

176. La plupart des activités de documentation et d'études mentionnées ci-dessus peuvent être rangées dans la catégorie des services permanents de l'UNESCO et on envisage par conséquent de les poursuivre sans grandes modifications dans les années à venir.

177. Une deuxième fonction de l'UNESCO consiste à organiser certaines entreprises dans le domaine des échanges de personnes et à leur donner une assistance financière limitée afin de stimuler l'intérêt des gouvernements et des organisations privées nationales et internationales et leur participation à des programmes similaires sur une échelle plus large.

178. A cet effet, l'UNESCO facilite des voyages d'études (en groupes ou isolément) de travailleurs et de jeunes gens, ainsi que des échanges de personnel enseignant.

179. Dans le cadre de ces activités, qui peuvent être rangées dans la catégorie des projets spéciaux, et en tenant compte des fonds limités dont dispose l'Organisation, une priorité a été donnée aux programmes d'échanges de travailleurs à des fins éducatives organisés en collaboration avec l'OIT. En 1953, une aide a été donnée à 48 groupes, comprenant 900 travailleurs manuels et non manuels originaires de 12 pays européens; des bourses ont également été accordées aux membres de quatre organisations internationales pour leur permettre de participer aux travaux du Centre international d'éducation des travailleurs de la Brévière. Etant donné les résultats encourageants qui ont été obtenus jusqu'ici, on envisage, si les conditions budgétaires le permettent, d'étendre en 1955 et 1956 cette action à l'Amérique latine et à l'Asie du Sud.

180. En troisième lieu, l'UNESCO administre, directement ou pour le compte de ses Etats membres des bourses destinées à faciliter l'exécution de son programme.

181. Des détails sur la répartition de ces bourses figurent au Rapport du Directeur général aux Etats membres de l'Organisation. On se limitera donc à rappeler ici que pour l'année 1953 l'UNESCO a attribué 71 bourses à 46 Etats membres et territoires non autonomes au titre de son programme ordinaire, et 75 bourses à 20 Etats membres au titre du Programme élargi d'assistance technique. En outre, elle a patronné 25 bourses accordées par les Gouvernements français et néerlandais, ainsi que par diverses organisations privées nationales et internationales. Le nombre total des bourses administrées à des titres divers au cours de la même année s'élève à 400.

## STATISTIQUES

182. Dans l'article XV (paragraphe 3) de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO, cette dernière est reconnue "comme étant l'organisme approprié chargé de recueillir, analyser, publier, unifier et améliorer les statistiques dans son propre domaine". En outre, par sa résolution 231 (IX), le Conseil économique et social "demande instamment à l'UNESCO ainsi qu'à l'Institut international de statistique de prendre les mesures appropriées pour améliorer l'enseignement de la statistique sur le plan international".

183. Par conséquent, l'UNESCO s'attache d'une part, en étroite collaboration avec le Bureau des statistiques des Nations Unies, à recueillir les données statistiques nécessaires à la mise en oeuvre de son programme et, d'autre part, à améliorer et développer la statistique en tant que science sociale.

184. Les activités de la première catégorie constituent un service permanent dans le cadre duquel l'UNESCO fournit régulièrement une contribution à l'Annuaire statistique des Nations Unies.

185. Elle a en outre entrepris depuis 1951 des travaux relatifs à la normalisation de certaines notions et méthodes statistiques en vue d'améliorer la comparabilité internationale des statistiques dans les domaines de sa compétence. Un rapport sur les résultats de ses études sur la normalisation des statistiques scolaires a été notamment préparé à l'intention de la Commission de statistique des Nations Unies (huitième session, avril 1954). Il est envisagé de développer régulièrement ces activités qui facilitent considérablement l'analyse des données qui parviennent à l'UNESCO de ses Etats membres.

186. Enfin, en application de la résolution 231 (IX) du Conseil économique et social, l'UNESCO a continué en 1953 à aider l'Institut international de statistiques à développer l'enseignement de la statistique dans le monde.

187. Un Centre international d'enseignement de la statistique pour l'Asie du Sud et l'Extrême-Orient, créé à Calcutta en 1950 sous les auspices de l'UNESCO, a reçu une aide financière de l'Organisation jusqu'en 1952. En 1953, le

Gouvernement de l'Inde a pris en charge la majeure partie des dépenses de ce centre dont le fonctionnement est assuré par l'Institut international de statistique. Depuis sa fonction jusqu'à la fin de l'année 1953, 163 étudiants désignés par les gouvernements de la région y avaient reçu une formation spécialisée. Un deuxième centre a été créé en mars 1953 à Beyrouth sous les auspices conjoints de l'UNESCO et de l'Institut international de statistique. Ce nouveau centre, analogue au précédent, bénéficie en outre de la collaboration de la FAO. Ce programme sera poursuivi en 1954 et au cours des années suivantes dans la mesure où les ressources budgétaires le permettront.

ANNEXE I

Conférences, comités d'experts et stages d'études convoqués  
par l'UNESCO en 1953

29-31 janvier	Commission préparatoire pour la Conférence internationale sur le rôle et la place de la musique dans l'éducation des jeunes et des adultes	UNESCO
12-13 février	Treizième réunion de la Commission mixte UNESCO/BIE	UNESCO
23-28 février	Réunion consultative des représentants des organisations internationales de jeunesse	UNESCO
26-27 février	Réunion mixte des représentants OMS/UNESCO pour la coordination des programmes de développement des bibliothèques et des services bibliographiques des deux organisations	UNESCO
2-3 mars	Comité d'attribution de subventions de voyage pour travailleurs	UNESCO
19-20 mars	Sixième Conférence annuelle des organisateurs de chantiers internationaux de volontaires	UNESCO
24 mars	Cinquième réunion du Comité des organisations non gouvernementales	UNESCO
X 30 mars - 3 avril	Réunion mixte Nations Unies/UNESCO sur les problèmes d'exécution des programmes d'assistance technique pour le développement économique	New-York
20-23 avril	Comité consultatif international de bibliographie	UNESCO
11-14 mai	Cinquième session du Comité consultatif de recherches sur la zone aride	UNESCO
15 mai	Réunion d'experts en vue de préparer l'exposition scientifique itinérante "L'homme mesure le monde"	UNESCO
30 mai - 29 août	Centre international d'éducation des travailleurs	Château de La Brévière
15-17 juin	Réunion de travail des organisations internationales de jeunesse	Marly-le-Roi
30 juin - 9 juillet	Conférence internationale sur le rôle et la place de la musique dans l'éducation des jeunes et des adultes	Bruxelles
3 juillet	Sixième réunion du Comité créé par la troisième Conférence des Organisations internationales non gouvernementales bénéficiant des arrangements consultatifs auprès de l'UNESCO	UNESCO

3 juillet	Deuxième réunion d'experts en vue de la préparation de l'exposition scientifique itinérante "L'homme mesure le monde"	UNESCO
6-7 juillet	Groupe de travail pour étudier la création d'une commission internationale consultative sur la recherche scientifique	UNESCO
6-15 juillet	Seizième Conférence internationale de l'instruction publique (UNESCO/Bureau international de l'éducation)	Genève
15-25 juillet	Comité d'experts chargé d'étudier les principes et les méthodes de l'éducation pour le civisme international	UNESCO
27 juillet - 21 août	Stage d'études international sur le développement des bibliothèques publiques en Afrique	Ibadan, Nigeria, University College
3-28 août	Stage d'études sur la contribution de l'enseignement des langues vivantes à l'éducation pour le civisme international	Mwara Eliya Ceylan
8-15 août	Comité consultatif de l'éducation des adultes	La Brévière Saint Jean- aux-Bois
26 août - 27 sept.	Stage d'études sur l'utilisation des auxiliaires visuels dans l'éducation de base	Messine, Sicile
21-25 sept.	Réunion du Comité international pour les monuments	UNESCO
26 et 28 sept.	Groupe de travail de Commission préparatoire pour l'étude des relations culturelles entre l'ancien et le nouveau continent	UNESCO
1er-2 octobre	Septième réunion du Comité des organisations non gouvernementales bénéficiant des arrangements consultatifs auprès de l'UNESCO	UNESCO
6-27 octobre	Stage d'études et d'information à l'intention des cadres des Mouvements de jeunesse	Tokyo
12-13 octobre	Réunion du Bureau du Comité consultatif international de bibliographie	UNESCO
31 oct.- 5 novembre	Conférence des représentants des Gouvernements arabes, de l'UNRWA et de l'UNESCO, réunis aux fins d'examiner les modalités d'application du programme éducatif pour les enfants réfugiés de Palestine	Jérusalem



3-6 novembre	Sixième session du Comité consultatif de recherches sur la zone aride	Montpellier
4-6 novembre	Groupe de travail d'experts sur les reproductions en couleurs	UNESCO
4-7 novembre	Groupe de travail d'experts sur l'Education internationale de la jeunesse	UNESCO
7-10 novembre	Colloque sur l'Ecologie végétale de la zone aride	Montpellier
9 novembre	Comité d'attribution de subventions de voyages pour travailleurs	UNESCO
9-11 novembre	Comité d'experts pour la création d'une Organisation océanographique dans la région Indo-Pacifique	Manille (Philippines)
16-27 novembre	Stages d'études - Plan de formation professionnelle pour l'Education de base	UNESCO
20 novembre	Troisième réunion d'experts en vue de la préparation de l'exposition scientifique itinérante "L'homme mesure le monde"	UNESCO
23-27 novembre	Réunion des représentants des Etats membres participant à l'application du Programme d'activités expérimentales coordonnées en matière d'éducation pour le civisme international	UNESCO
7-10 décembre	Comité d'experts sur le "Droit des savants"	UNESCO.

ANNEXE II

Calendrier provisoire des conférences, comités d'experts et stages d'études  
convoqués par l'UNESCO pour le premier semestre 1954

7-8 janvier	Huitième réunion du Comité créé par la troisième Conférence des organisations internationales non gouvernementales bénéficiant des arrangements consultatifs auprès de l'UNESCO	Paris
11-15 janvier	Comité consultatif de l'éducation des adultes	Paris
28-30 janvier	Comité d'experts pour les problèmes d'échanges de travailleurs réuni sous les auspices de l'OIT et de l'UNESCO	Genève
1er-4 février	Réunion d'experts pour étudier les relations entre le taux de fécondité des différents groupes sociaux et le développement de l'intelligence des nouvelles générations	Paris
8-11 février	Réunion d'experts pour l'étude des tensions internationales et leur solution pacifique	Paris
10-12 février	Réunion d'experts pour l'étude de la terminologie des sciences sociales	Paris
15-17 février	Réunion du Comité consultatif pour la documentation des sciences exactes et naturelles	Paris
15-20 février	Stage d'études régional sur l'enseignement des sciences sociales en Asie du Sud	Nouvelle - Delhi
22-24 février	Quatrième Conférence des organisations internationales non gouvernementales bénéficiant des arrangements consultatifs auprès de l'UNESCO	Paris
5-6 avril	Septième Conférence des organisateurs de chantiers internationaux de volontaires	Paris
5-9 avril	Comité international pour les monuments	Paris
21 avril- 12 mai	Conférence intergouvernementale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé	La Haye
26-29 avril	Septième session du Comité consultatif sur les zones arides	Paris
17-22 mai	Comité consultatif provisoire pour l'administration intérimaire de la Convention universelle sur le droit d'auteur	Paris

24-28 mai	Comité d'experts chargé d'étudier les principes et les méthodes de l'éducation pour le civisme international	Paris
31 mai- 3 juin	Comité consultatif international de bibliographie	Paris
8-18 juin	Conférence intergouvernementale d'experts sur les relations et accords culturels	Paris
17-18 juin	Réunion d'experts sur l'évaluation des programmes internationaux de coopération	Montréal
27 juin- 17 juillet	Stage d'études sur la production de programmes télévisés de caractère éducatif et culturel	Londres